



Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1910

ROMA — Venerdì, 29 aprile

Numero 100

DIREZIONE

Via Larga nel Palazzo Reale

Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi

AMMINISTRAZIONE

Via Larga nel Palazzo Reale

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
 » a domicilio e nel Regno: » » 36; » » 19; » » 10
 Per gli Stati dell'Unione postale: » » 50; » » 41; » » 22
 Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali
 Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Un numero separato in Roma cent 10 — nel Regno cent 15 — arretrato in Roma cent. 20 — nel Regno cent. 30 — all'Estero cent 35
 Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo aumenta proporzionalmente.

Inserzioni

Atti giudiziari L. 0.25 { per ogni linea o spazio di linea
 Altri annunzi 0.30
 Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla
 Amministrazione della Gazzetta.
 Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

SOMMARIO

Parte ufficiale.

Leggi e decreti: R. decreto n. 169 che dà piena ed intera esecuzione alla annessa convenzione conclusa fra l'Italia e vari altri Stati, intesa a regolare la circolazione delle automobili — R. decreto n. 178 che classifica il tratto di strada congiungente la nazionale n. 46 alla stazione ferroviaria di Tolentino (Macerata) — Relazioni e RR. decreti per lo scioglimento del Consiglio comunale di Subiaco (Roma) e per la proroga di poteri del R. commissario straordinario di Modigliana (Firenze) — Ministero dell'interno: Nomine nei Consigli provinciali di sanità — Ministero della pubblica istruzione: Comunicato — Ministero della guerra: Disposizioni nel personale dipendente — Ministero del tesoro: Direzione generale del debito pubblico: Rettifiche d'intestazione — Smarrimenti di ricerca — Avviso — Direzione generale del tesoro: Prezzo del cambio dei certificati di pagamento dei dazi doganali di importazione — Ministero d'agricoltura, industria e commercio: Ispezione generale dell'industria e del commercio: Media dei corsi dei consolidati negoziati a correnti nelle varie Borse del Regno.

Parte non ufficiale

Senato del Regno e Camera dei deputati: Sedute del 28 aprile 1910 — Diario estero — Notizie varie — Telegrammi dell'Agenzia Stefani — Bollettino meteorico — Inserzioni.

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il numero 169 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;
 Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto coi ministri delle finanze e dei lavori pubblici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione tra l'Italia e vari Stati, intesa a regolare la circolazione delle automobili, firmata a Parigi l'11 ottobre 1909, le cui ratifiche furono colà scambiate il 1° marzo 1910.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 marzo 1910.

VITTORIO EMANUELE.

SONNINO — GUICCIARDINI — ARLOTTA — RUBINI.

Visto, Il guardasigilli: FANI.

CONVENTION INTERNATIONALE

relative à la circulation des automobiles.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements ci-après désignés, réunis à Paris en Conférence du 5 au 11 octobre 1909, en vue de faciliter, dans la mesure du possible, la circulation internationale des automobiles, ont arrêté la Convention suivante:

Art. 1^{er}.

Conditions à remplir par les automobiles pour être admis à circuler sur la voie publique.

Tout automobile, pour être admis internationalement à circuler sur la voie publique, doit, ou bien avoir été reconnu apte à être mis en circulation après examen devant l'autorité compétente ou devant une Association habilitée par celle-ci, ou bien appartenir à un type agréé de la même manière.

L'examen doit porter notamment sur les points suivants:

1° Les appareils doivent être d'un fonctionnement sûr et disposés de façon à écarter, dans la mesure du possible, tout danger

d'incendie ou d'explosion; à ne pas effrayer par le bruit les bêtes de selle ou de trait; à ne constituer aucune autre cause de danger pour la circulation et à ne pas incommoder sérieusement les passants par la fumée ou la vapeur.

2° L'automobile doit être pourvu des appareils suivants:

A. — D'un robuste appareil de direction qui permette d'effectuer facilement et sûrement les virages;

B. — De deux systèmes de freinage, indépendants l'un de l'autre et suffisamment efficaces. L'un au moins de ces systèmes doit être à action rapide, agir directement sur les roues ou sur des couronnes immédiatement solidaires de celles-ci;

C. — D'un mécanisme qui puisse empêcher, même sur les côtes raides, tout mouvement en arrière, si l'un des systèmes de freins ne remplit pas cette condition.

Tout automobile dont le poids à vide excède 350 kilogrammes doit être muni d'un dispositif tel que l'on puisse, du siège du conducteur, lui imprimer un mouvement de recul au moyen du moteur.

3° Les organes de manœuvre doivent être groupés de façon que le conducteur puisse les actionner d'une manière sûre sans cesser de surveiller la route.

4° Tout automobile doit être pourvu de plaques indiquant la maison qui a construit le châssis et le numéro de fabrication du châssis, la puissance en chevaux-vapeur du moteur ou le nombre et l'alésage des cylindres, et le poids à vide de la voiture.

Art. 2.

Conditions à remplir pour les conducteurs d'automobiles.

Le conducteur d'un automobile doit avoir les qualités qui donnent une garantie suffisante pour la sécurité publique.

En ce qui concerne la circulation internationale, nul ne peut conduire un automobile sans avoir reçu, à cet effet, une autorisation délivrée par une autorité compétente ou par une association habilitée par celle-ci, après qu'il aura fait la preuve de son aptitude.

L'autorisation ne peut être accordée à des personnes âgées de moins de 18 ans.

Art. 3.

Délivrance et reconnaissance des certificats internationaux de route.

En vue de certifier pour la circulation internationale que les conditions prévues dans les articles 1 et 2 sont remplies, des certificats internationaux de route seront délivrés d'après le modèle et les indications ci-joints (Annexes A et B).

Ces certificats seront valables pendant un an à partir de la date de leur délivrance. Les indications manuscrites qu'ils contiendront seront toujours écrites en caractères latins ou cursives anglaises.

Les certificats internationaux de route délivrés par les autorités d'un des Etats contractants ou par une association habilitée par celles-ci avec le contre-seing de l'autorité, donneront libre accès à la circulation dans tous les autres Etats contractants et y seront reconnus comme valables sans nouvel examen.

La reconnaissance des certificats internationaux de route pourra être refusée:

1° S'il est évident que les conditions dans lesquelles ils ont été délivrés d'après les principes des articles 1 et 2 ne sont plus remplies;

2° Si le possesseur ou le conducteur d'automobile n'a pas la nationalité d'un des Etats contractants.

Art. 4.

Disposition des numéros d'immatriculation sur les automobiles.

Aucun automobile ne sera admis à passer d'un pays dans un autre s'il ne porte en évidence, à l'arrière, outre une plaque nationale numérotée, une plaque distinctive munie de lettres établissant sa nationalité. Les dimensions de cette plaque, les lettres ainsi

que leurs dimensions sont fixées dans un tableau annexé à la présente Convention (Annexe C).

Art. 5.

Appareils avertisseurs.

Tout automobile doit être muni d'une trompe à ton grave pour produire un signal d'avertissement. En dehors des agglomérations, il est permis de recourir en outre à l'emploi d'autres avertisseurs, conformes aux règlements et aux usages du pays.

Tout automobile devra être muni, dès la chute du jour, de deux lanternes à l'avant et d'un feu à l'arrière, ce dernier capable de rendre lisibles les signes des plaques. La route doit être éclairée à l'avant sur une distance suffisante, mais l'emploi de lumières aveuglantes est toujours interdit dans les agglomérations urbaines.

Art. 6.

Dispositions particulières aux motocycles et aux motocyclettes.

Les stipulations de la présente Convention sont applicables aux motocycles à trois roues et aux motocyclettes, sous réserve des modifications suivantes:

1° Le mécanisme destiné à empêcher la dérive en arrière, visé au 2° de l'article 1^{er} sous la lettre C, n'est pas exigé, non plus que le mécanisme de marche arrière;

2° L'éclairage pourra être réduit à une seule lanterne, placée à l'avant du motocycle ou de la motocyclette;

3° En ce qui touche les motocycles et les motocyclettes, la plaque distinctive de la nationalité mesurera seulement 18 centimètres dans le sens horizontal et 12 centimètres dans le sens vertical; les lettres mesureront 8 centimètres de hauteur, la largeur de leurs traits étant de 10 millimètres;

4° La trompe des motocycles et des motocyclettes sera à ton aigu.

Art. 7.

Croisement et dépassement des véhicules.

Pour croiser ou dépasser d'autres véhicules, les conducteurs d'automobiles doivent se conformer rigoureusement aux usages des localités où ils se trouvent.

Art. 8.

Pose de plaques indicatrices sur la voie publique.

Chacun des Etats contractants s'engage à veiller dans la mesure de son autorité à ce que, le long des routes, il ne soit posé, pour signaler des passages dangereux, que les signaux dont le tableau est joint en annexe à la présente Convention (Annexe D).

Toutefois des modifications pourront être apportées à ce système, d'un commun accord, par les Gouvernements des Etats contractants.

À ce système de signaux, il y a lieu d'ajouter un signal avertisseur de bureau de Douane et commandant l'arrêt, ainsi qu'un autre signal avertisseur de bureau de péage ou d'octroi.

Les Gouvernements veilleront également à l'observation des principes suivants:

1° Il n'y a pas lieu, en général, de signaler par des plaques indicatrices les obstacles situés dans les agglomérations;

2° Les plaques doivent être posées à 250 mètres environ du passage à signaler, à moins que la disposition des lieux ne s'y oppose. Lorsque la distance du signal à l'obstacle diffère très notablement de 250 mètres, des dispositions spéciales seront prises;

3° Les plaques indicatrices doivent être posées perpendiculairement à la route.

Art. 9.

Dispositions générales.

Le conducteur d'un automobile circulant dans un pays est tenu de se conformer aux lois et règlements, relatifs à la circulation sur les voies publiques, en vigueur dans ledit pays.

Un extrait de ces lois et règlements pourra être remis à l'automobiliste, à l'entrée dans un pays, par le bureau où sont accomplies les formalités douanières.

Art. 10.

a) La présente Convention sera ratifiée et le dépôt des ratifications aura lieu le 1^{er} mars 1910.

b) Les ratifications seront déposées dans les archives de la République Française.

c) Le dépôt des ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les Représentants des Puissances qui y prennent part, et par le Ministre des Affaires étrangères de la République Française.

d) Les Puissances qui n'auront pas été en mesure de déposer l'instrument de leurs ratifications le 1^{er} mars 1910, pourront le faire au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement de la République Française et accompagnée de l'instrument de ratification.

e) Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les accompagnent, sera immédiatement, par les soins du Gouvernement Français et par la voie diplomatique, remise aux Puissances qui ont signé la présente Convention. Dans les cas visés par l'alinéa précédent, ledit Gouvernement leur fera connaître, en même temps, la date à laquelle il aura reçu la notification.

Art. 11.

a) La présente Convention ne s'applique de plein droit qu'aux pays métropolitains des États contractants.

b) Si un État contractant en désire la mise en vigueur dans ses colonies, possessions ou protectorats, il déclarera son intention expressément dans l'instrument même de ratification ou par une notification spéciale adressée par écrit au Gouvernement Français, laquelle sera déposée dans les archives de ce Gouvernement.

Si l'État déclarant choisit ce dernier procédé, ledit Gouvernement transmettra immédiatement à tous les autres États contractants copie certifiée conforme de la notification en indiquant la date à laquelle il l'a reçue.

Art. 12.

a) Les Puissances non signataires de la présente Convention pourront y adhérer.

b) La Puissance qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement Français en lui transmettant l'acte d'adhésion qui sera déposé dans les archives dudit Gouvernement.

c) Ce Gouvernement transmettra immédiatement à toutes les autres Puissances contractantes copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

Art. 13.

La présente Convention produira effet, pour les Puissances qui auront participé au premier dépôt de ratifications, le 1^{er} mai 1910, et, pour les Puissances qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi qu'à l'égard des colonies, possessions ou protectorats non mentionnés dans les instruments de ratification, le 1^{er} mai qui suivra l'année dans laquelle les notifications prévues dans l'article 10, alinéa d; l'article 11, alinéa b, et l'article 12, alinéa b, auront été reçues par le Gouvernement Français.

Art. 14.

S'il arrivait qu'une des Puissances contractantes voulût dénoncer la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement Français, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Puissances en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement Français.

Art. 15.

Les États représentés à ladite Conférence sont admis à signer la présente Convention jusqu'au 15 novembre 1909.

Fait à Paris, le 11 octobre 1909, en un seul exemplaire dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

Pour l'Allemagne:

(L. S.) Signé Lancken;

(L. S.) — Dammann;

(L. S.) — Eckardt.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

(L. S.) Signé: R. Khevenhuller,
Ambassadeur d'Autriche-Hongrie.

Pour la Belgique:

(L. S.) Signé: Lagasse de Loch;

(L. S.) — G. Carez.

Pour la Bulgarie:

(L. S.) Signé: M. De La Fargue.

Pour l'Espagne:

(L. S.) — Signé: F. De Albacete;

(L. S.) — Norberto Gonzalez Auriol.

Pour la France:

(L. S.) Signé: Fernand Gavarry;

(L. S.) — Worms De Romilly;

(L. S.) — M. Delanney;

(L. S.) — Walekenaer;

(L. S.) — Hennequin;

(L. S.) — Mahieu;

(L. S.) — De Dion;

(L. S.) — H. Defert.

Pour la Grande-Bretagne:

(L. S.) Signé: Francis Bertie.

Pour la Grèce:

(L. S.) Signé: N. P. Delyanni.

Pour l'Italie:

(L. S.) Signé: Aloisi;

(L. S.) — Pompeo Boiasso;

(L. S.) — Ruini.

Pour Monaco:

(L. S.) Signé: E. Guglielminetti.

Pour le Monténégro:

(L. S.) Signé: Brunet.

Pour les Pays-Bas:

(L. S.) Signé: D. Van Asbeck.

Pour le Portugal:

(L. S.) Signé: João Verissimo
Mendes Guerreiro.

Pour la Roumanie:

(L. S.) Signé: C. M. Mitilineu.

Pour la Russie:

(L. S.) Signé: A. Nélidow.

Pour la Serbie:

(L. S.) Signé: Mil. R. Vesnitch

Annexe A.

CIRCULATION DES AUTOMOBILES

Convention internationale du _____ 1909

Certificat international de route
pour la circulation temporaire à l'étranger

Ce carnet est valable, dans tous les États contractants*, pendant un an seulement à dater du jour de sa délivrance.

DÉLIVRANCE DU CARNET.

Lieu: _____

Date: _____



(Signature de l'autorité)

ou

(Signature de l'association habilitée par l'autorité
et visa de celle-ci)

* Cet États sont les suivants: _____

République française.

Indications relatives au véhicule

Propriétaire du véhicule	{	Nom	
		Prénom	
		Domicile	
Genre du véhicule (voiture, tricycle, etc.)			
Désignation du constructeur			
Indication du type du châssis			
N° d'ordre dans la série du type ou n° de fabrication du châssis			
Moteur	{	Nombre de cylindres	
		Puissance du moteur (en chevaux) ou alé- sage des cylindres	
Carrosserie	{	Forme	
		Couleur	
		Nombre total de places	
Poids du véhicule à vide (en kilogrammes)			
Numéro d'immatriculation devant figurer sur les plaques d'identité			

Indications relatives au conducteur ou aux conducteurs

Nom	
Prénom	
Lieu de naissance	
Date de naissance	
Domicile	
Nom	
Prénom	
Lieu de naissance	
Date de naissance	
Domicile	

Photographie.	
Cachet de l'autorité.	
Photographie.	
Cachet de l'autorité.	

Indications relatives au véhicule.

Indications relatives au conducteur ou aux conducteurs.

Nom
Prénom
Lieu de naissance
Date de naissance
Domicile

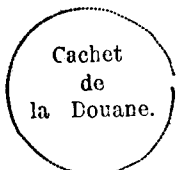

Cachet
de
l'autorité

Photographie.

**Cachet
de
l'autorité**

Cachet
de
l'autorité

Royaume de **

Visa de l'entrée en **	Visa de la sortie de **
Lieu: _____	Lieu: _____
Date: _____	Date: _____
Le _____ des Douanes,	Le _____ des Douanes,
	

Exclusion d'un conducteur

Le sieur _____
(Nom et prénom)
autorisé ci-dessus par l'auto-
rité d _____ (pays)
est *exclus* de la faculté de
conduire l'automobile sur le
territoire **, en vertu de _____

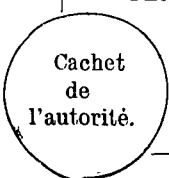


A _____, le _____
Le _____
(Signature).

Admission d'un nouveau conducteur

A _____, le _____
Le _____
(Signature).

Photographie.



Nom _____
Prénom _____
Lieu de naissance _____
Date de naissance _____
Domicile _____

Annexe B.

Sur le certificat international de route, tel qu'il sera délivré dans tel ou tel des États contractants, la page de couverture, la première feuille intercalaire et la dernière feuille sont libellées dans la langue prescrite par la législation dudit État. Les autres feuilles intercalaires, en nombre égal à celui des autres États contractants, sont libellées chacune dans la langue du pays correspondant.

La traduction définitive des rubriques du carnet dans les différentes langues sera communiquée au Gouvernement de la République Française par les autres Gouvernements, chacun en ce qui le concerne.

Annexe C.

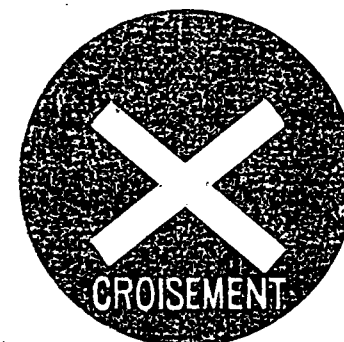
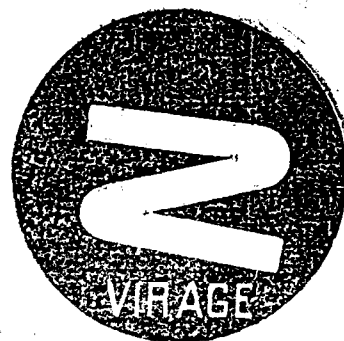
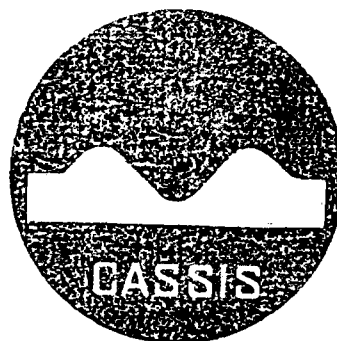
La marque distinctive du pays d'origine est constituée par une plaque ovale de 30 centimètres de largeur sur 18 centimètres de hauteur, portant une ou deux lettres peintes en noir sur fond blanc. Les lettres sont formées de caractères latins majuscules. Elles ont, au minimum, 10 centimètres de hauteur; leurs traits ont 15 millimètres d'épaisseur. Les lettres distinctives pour les différents pays sont les suivantes:

Allemagne, D; Autriche, A; Belgique, B; Espagne, E; États-Unis,

US; France, F; Grande-Bretagne, GB; Grèce, GR; Hongrie, H; Italie, I; Monténégro, MN; Monaco, MC; Pays-Bas, NL; Portugal, P; Russie, R; Roumanie, RM; Serbie, SB; Suède, S; Suisse, CH.

Annexe D.

SIGNAUX D'OBSTACLES.



Il numero 178 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduto il R. decreto 24 novembre 1899, n. 497, col quale i limiti della strada nazionale n. 46, di cui nello elenco approvato col R. decreto 23 marzo 1884, n. 2197, furono stabiliti dalla stazione di Foligno all'incontro della strada comunale d'accesso alla stazione di Tolentino, e dalla stazione di Macerata a quella di Loreto;

Vista la domanda 15 aprile 1909, con la quale il sindaco di Tolentino, autorizzato da deliberazione consiliare 25 febbraio d. a., resa esecutiva con visto prefettizio, chiese che il tratto di m. 800 della strada comunale congiungente la predetta strada nazionale n. 46 alla stazione di Tolentino, fosse classificato quale traversa interna della nazionale stessa;

Ritenuto che, pubblicata la deliberazione del Consiglio comunale di Tolentino in data 15 febbraio 1909, niuna opposizione fu presentata, e che la medesima ottenne l'approvazione della Giunta provinciale amministrativa ai sensi dell'art. 211 della vigente legge comunale e provinciale;

Considerato che con l'accoglimento della predetta domanda si ottiene la continuità della ripetuta strada na-

zionale n. 46 sino alla stazione ferroviaria di Tolentino, giusta il disposto del 3° capoverso dell'art. 11 della legge sui lavori pubblici;

Sentito il Consiglio superiore dei lavori pubblici;

Udito il Consiglio di Stato;

Vista la legge 20 marzo 1865, all. F, sui lavori pubblici;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per i lavori pubblici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

A decorrere dal 1° luglio 1910, è dichiarato nazionale, per far parte della strada n. 46, come traversa interna del comune di Tolentino, il tratto di m. 800 che congiunge la stessa strada alla stazione ferroviaria di Tolentino.

Art. 2.

I limiti della strada nazionale n. 46 sono conseguentemente determinati come segue: Dalla stazione ferroviaria di Foligno a quella di Tolentino, e dalla stazione di Macerata a quella di Loreto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 marzo 1910.

VITTORIO EMANUELE

RUBINI.

Visto: Il guardasigilli: FANI.

Relazione di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a S. M. il Re, in udienza del 7 aprile 1910, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Subiaco (Roma).

SIRE!

Ripetute inchieste ed indagini eseguite sull'andamento dell'Amministrazione comunale di Subiaco hanno messo in luce gravi e persistenti irregolarità.

Gli uffici sono in grande disordine; deficienti e trascurati i pubblici servizi; le finanze in condizioni difficili per gli abusi verificatisi, specie per ciò che si riferisce alla gestione del dazio consumo ed all'applicazione delle tasse.

Alla esecuzione dei lavori si provvede quasi sempre in economia, senza le necessarie deliberazioni ed autorizzazioni, superando altresì notevolmente, nelle spese, le previsioni.

Inefficaci sono riusciti i richiami in vario tempo rivolti agli amministratori per la osservanza della legge e la vigile cura degli interessi pubblici, e le deduzioni testè date dalla Giunta in seguito alla contestazione degli addebiti, contengono scarse ed insufficienti giustificazioni, che valgono piuttosto a confermare i rilievi della inchiesta.

Il Consiglio comunale, d'altra parte, non può regolarmente funzionare, a causa delle vacanze dipendenti da dimissioni; di guisa

che molte sedute rimangono deserte per mancanza del numero legale.

La convocazione dei comizi per la sostituzione dei consiglieri dimissionari non sarebbe rimedio sufficiente a tale anormale stato di cose; occorrendo invece l'opera di persona estranea per riordinare la civica azienda e sistemare le finanze.

Per ciò, e tenuto conto della tensione degli animi, che potrebbe avere conseguenze pericolose per l'ordine pubblico, si rende indispensabile, come ha riconosciuto anche il Consiglio di Stato nella adunanza 25 marzo u. s., lo scioglimento di quel Consiglio comunale, giusta lo schema di decreto, che mi onoro di sottoporre all'augusta firma della Maestà Vostra.

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Visti gli articoli 316 e 317 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 21 maggio 1908, n. 269;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Subiaco, in provincia di Roma, è sciolto.

Art. 2.

Il sig. cav. rag. Giovanni Mucelli è nominato commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro ministro predetto è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 7 aprile 1910.

VITTORIO EMANUELE.

LUZZATTI.

Relazione di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a S. M. il Re, in udienza del 17 aprile 1910, sul decreto che proroga il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Modigliana (Firenze) e sostituisce il Regio commissario.

SIRE!

Il commissario straordinario di Modigliana non può, nel periodo normale della sua gestione, condurre a termine il riordinamento dell'azienda, dovendo ancora, fra l'altro, compilare o modificare i regolamenti per gli impiegati e per i servizi in economia e definire il bilancio preventivo per il corrente esercizio.

Necessita, pertanto, prorogare di tre mesi il termine per la ricostituzione di quel Consiglio comunale giusta lo schema di decreto che mi onoro sottoporre all'augusta firma di Vostra Maestà.

Con lo stesso decreto si provvede, inoltre, alla sostituzione del R. commissario signor dottor Pietro Lissia, il quale ha chiesto per ragioni di salute, di essere esonerato dall'ufficio.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Visto il precedente Nostro decreto 23 gennaio 1910 che sciolse il Consiglio comunale di Modigliana, in provincia di Firenze, e nominò commissario straordinario per la provvisoria amministrazione dell'azienda il signor dott. Pietro Lissia, il quale ha chiesto, per ragioni di salute, di essere esonerato dall'ufficio;

Vista la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Modigliana, in provincia di Firenze, è prorogato di tre mesi.

Art. 2.

Il signor dottor Alfonso Fornaca è nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione di detto Comune sino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, in sostituzione del signor dott. Pietro Lissia.

Il Nostro ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 17 aprile 1910.

VITTORIO EMANUELE.

LUZZATTI.

MINISTERO DELL'INTERNO

Direzione generale della Sanità pubblica

Nomine nei Consigli provinciali di sanità.

Con R. decreto del 24 aprile 1910:

Sono state accettate le dimissioni presentate dai signori Giardina ing. Salvatore, Armanni cav. avv. prof. Luigi, Piccini cav. dott. Nicolò, Titta dott. Adone, dall'ufficio di membri dei Consigli provinciali sanitari rispettivamente di Caltanissetta, Venezia, Bari, Venezia, pel triennio 1910-1912.

I signori Garagnani cav. dott. Enrico, veterinario, Barni dott. cav. nob. Alberto, esperto in scienze agrarie, Conti cav. dott. Giulio, veterinario, Magrini avv. Gino, esperto in materie amministrative, Scarlata ing. Edoardo, ingegnere, Rizzetto dott. Francesco, veterinario, sono nominati, pel triennio 1910-1912, membri dei Consigli provinciali sanitari rispettivamente di Bari, Cremona, Palermo, Venezia, Caltanissetta, Venezia.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Comunicato.

A' sensi dell'art. 146 del R. decreto 3 agosto 1908 che approva il regolamento per l'esecuzione delle leggi 8 aprile 1906, nn. 141 e

142, si rende noto che il Ministero della pubblica istruzione ha deferito per procedimento disciplinare innanzi alla Sezione per l'istruzione media della Giunta del Consiglio superiore della pubblica istruzione il prof. Chiabra Giovanni di Giuseppe e Maria Roncarolo, nato a Savona il 15 novembre 1873, insegnante di filosofia nei licei governativi, presentemente sospeso dall'ufficio e dallo stipendio.

Non essendo nota la residenza dell'incolpato, l'atto di accusa è stato inviato in copia al sindaco del comune di Savona ed a quello del comune di Massa, ove il prof. Chiabra ha tenuto da ultimo l'ufficio d'insegnante.

L'interessato potrà prenderne visione presso i suddetti sindaci e presentare a questo Ministero le sue difese, entro un mese dalla data della pubblicazione del presente avviso.

Roma, 29 aprile 1910

Il direttore generale per l'istruzione media
PRANZETTI.

MINISTERO DELLA GUERRA

Disposizioni nel personale dipendente:

UFFICIALI IN CONGEDO.

Ufficiali di complemento.

Con R. decreto del 31 marzo 1910:

I seguenti ufficiali di complemento sono promossi al grado superiore:

Arma di artiglieria.

Tenente promosso capitano:

Nicolis di Robilant Edmondo.

Sottotenenti promossi tenenti:

Travi Francesco — Persichetti Arrigo — Calvi Antonio — Gallo Gino — Del Prete Oreste — Mastella Tullio — Taverna Ludovico — Pistolesi Fusi Silvio — Gambaro Giuliano.

Arma del genio.

Pavesi Achille — Agudio Paolo.

Corpo sanitario militare.

Sottotenenti medici promossi tenenti medici:

Busardò Calcedonio — Levi-Minzi Arturo — Vella Riccardo — Priore Alfonso Giovanni — Bonini Galeazzo — Cantelli Oreste — Scaduto Gioacchino — Bruno Giov. Battista — Collica Ignazio — Frieri Gaetano — Colombo Giuseppe — La Rosa Gaetano — Monti Umberto — Leone Stefano — Canteruccio Lorenzo — Mazzei Girolamo.

Corpo di commissariato militare.

Sottotenenti commissari promossi tenenti commissari:

Garavelli Gioacchino — Flamini Gustavo — Sandroni Silvio — Senigaglia Gino — De Ferrari Eugenio — Cascino Gaetano — Cesutti Silvio — Bilgeri Francesco — Tonegutti Giovanni — Roscio Salvatore — Pedrazzoli Arturo — Susini Angiolo — Colombo Arturo — Gentili Giulio — Pojaghi Virgilio — Cozzi Ugo — Tagliasacchi Antonio — Maticotta Alfredo — Caselli Cesare — Ravera Angelo — Rossi Angelo — Montanari Giuseppe.

Corpo contabile militare.

Sottotenenti contabili promossi tenenti contabili:

Vignoli Arturo — Vianello Domenico — Sensile Giuseppe — Novazio Giovanni — Cremonesi Alfredo — Galli Tognotta Mario — Pizzari Luigi — Vannutelli Ottorino — Discepoli Spartaco — Tarini Ugo — Donato Antonino — Ruscelloni Alfredo — Meschini Erminio — Carlone Enrico — Pergola Nicola — Ciriello Marco.

Corpo veterinario militare.

Sottotenenti veterinari promossi tenenti veterinari:
Gasbarri Diego — Capra Carpi Remo — De Felice Tito.

Con R. decreto del 3 aprile 1910:

Distefano Santo, tenente fanteria — Santuccione Raffaele, sottotenente cavalleria, accettata la dimissione dal grado.
De Cillis Ettore, già tenente 11 artiglieria campagna, il R. decreto 12 luglio 1908 col quale l'ufficiale anzidetto cessò di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione di età è completato nel senso che l'ufficiale stesso sia iscritto collo stesso grado ed anzianità nella riserva dell'arma stessa.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

Saieva Antonino, sottotenente fanteria, rettificato il cognome come appresso: Sajea Antonino.
Bertrand Giulio, (B) id. id. — Mingo Guglielmo, (B) id. id., revocata e considerata come non avvenuta la loro nomina a sottotenente di complemento, di cui nel R. decreto 3 aprile 1910.

Ufficiali di milizia territoriale.

Con R. decreto del 31 marzo 1910:

Guarini Edoardo, tenente fanteria — Vitali Fortunato, id. id. — Pavoncelli Nicola, sottotenente, cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di milizia territoriale per ragione di età.
Dell'Angelo Mario, soldato in congedo, nominato sottotenente di milizia territoriale arma di fanteria.

I seguenti ufficiali di fanteria cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di milizia territoriale per ragione di età, ed iscritti con lo stesso grado e anzianità nel ruolo degli ufficiali di riserva, arma di fanteria, a loro domanda:

Guadalupi cav. Pio, capitano — Rosetto-Ajello Giuseppe, id. — Cozzolino cav. Giuseppe, id. — Lancellotti Alberto, id. — San Giorgio Vittorio, tenente — Costa Ignazio, id. — David Antonino, id. — Lombardo Domenico, sottotenente.

I seguenti militari di truppa, ascritti alla milizia territoriale, sono nominati sottotenenti nella milizia stessa, arma di fanteria:

Montegrandi Osvaldo — Domine Alfredo.

I seguenti ufficiali di milizia territoriale sono promossi al grado superiore:

Arma di fanteria.

Tenenti promossi capitani:

Sebregondi nob. dei conti Luigi — Catalano Giuseppe.
Ragghianti Vincenzo — Lottini Alessandro — Rossi-Foschi Carlo — Bucciotti Emilio — Barbaro Andrea — Migliavacca Enrico — Lo Verde Rocco — Acquabona cav. Lorenzo — Salvatori Vincenzo — Cordopatri Arcangelo — Bandiani Romeo — Timolati Dante — Dell'Era Oscar.

Sottotenenti promossi tenenti:

Irace Tullio — Sertoli Pietro — Branco cav. Pasquale.

Arma di cavalleria.

Sottotenente promosso tenente:

Raiter cav. Alberto.

Arma di artiglieria.

Tenenti promossi capitani:

Servadio cav. Enrico — Zanetti Aldo Prato cav. Giacomo — Miliani Vittorio — Morpurgo Benedetto — Garufi Giovanni — Cantoni cav. Tullo.

Arma del genio.

Tenenti promossi capitani:

Campensa Domenicangelo — Tazzer Emilio — Zari Alessandro.

Corpo sanitario militare.

Sottotenente medico promosso tenente medico:
Pappalardo Francesco.

Corpo di Commissariato militare:

Sottotenente commissario promosso tenente commissario:
Di Donato Gennaro.

Corpo contabile militare.

Tenenti contabili promossi capitani contabili:
Fatatis Francesco — Carbone Camillo.

Sottotenenti contabili promossi tenenti contabili:
Agrelli Vincenzo — Di Cesare Giovanni — Tomasini Ernesto — Rozio Alessandro.

Corpo veterinario militare.

Sottotenente veterinario promosso tenente veterinario:
Bovi-Campeggi Oreste.

Ufficiali di riserva.

Con R. decreto del 31 marzo 1910:

I seguenti ufficiali di fanteria cessano di appartenere alla riserva, per ragione di età, conservando il grado con la relativa uniforme:
Oriani cav. Attilio, colonnello — Brusati marchese di Settala cav.

Achille (B), id. — Defanti S. Aubert cav. Giuseppe, tenente colonnello — Giorgieri Giorgio, id. id. — Petino cav. Emilio, id. id. — Avena cav. Carlo, id. id. — Pavesi cav. Angelo (B), id. id. — Cavalcoti cav. Luigi, id. id. — Zanetti Rosmildo, capitano — Minardi cav. Settimio, id. — Therizod Alberto, id. — Fumagalli Alberto, tenente — Dell'Acqua Attilio, id.

I seguenti ufficiali di riserva sono promossi al grado superiore:

Stato maggiore generale.

Maggiori generali promossi tenenti generali:

Strani cav. Amilcare — Coop cav. Giovanni — Buschetti nob. Flaminio.

Maggiore generale medico, promosso tenente generale medico:
Landolfi cav. Federico.

Colonnelli promossi maggiori generali:

Baccon cav. Serafino — Pasti cav. Cesare — Laguzzi cav. Biagio — Rubiano cav. Gioacchino — De Capitani cav. Carlo.

Arma dei carabinieri reali.

Maggiore promosso tenente colonnello:

Colamussi cav. Belisario.

Capitano promosso maggiore:

Dario Paolucci cav. Lorenzo.

Tenente promosso capitano:

Ferrari cav. Luigi.

Arma di fanteria.

Maggiore promosso tenente colonnello:

Calvini cav. Luigi, (B).

Capitani promossi maggiori:

D'Ambrosio Enrico — Manfredi cav. Luigi, (A) — Fucini cav. Giuseppe — Nobiloni cav. Vincenzo — Giansanti Coluzzi cav. Rainerio — Angelozzi Raffaele — Nicolai Adolfo.

Tenenti promossi capitani:

Astengo Giacomo — Picciocchi Giuseppe — Pizzorno Vittorio Emanuele — Romanoni Virgilio — Lo Vecchio Giuseppe — Solimene Giov. Battista — Meano Eugenio.

Sottotenente promosso tenente:

Pini Eugenio.

Arma di cavalleria.

Maggiore promosso tenente colonnello:

Bigliani cav. Candido.

Tenenti promossi capitani:

Andreossi Amerigo — Costa Guido — Marghetti Giuseppe — Bon-
gioanni cav. Carlo — Tagliapietra cav. Cesare — Marozzi Giu-
seppe — De Feo Luigi — Pignata Camillo.

Sottotenente promosso tenente:

Tedeschi Alfredo.

Arma di artiglieria.

Tenente colonnello promosso colonnello:

Sasso cav. Gennaro.

Tenenti promossi capitani:

De Capitani da Vimercate Antonio — Marino Alfonso — Gargioli
Vito — Colonnetti Eugenio — Perrelli Arturo — Calabrese Er-
nesto — Dorello Raffaele.

Arma del genio.

Maggiore promosso tenente colonnello:

Sarcinelli cav. Benedetto, (T).

Tenente promosso capitano:

Giachetti Alessandro.

Personale permanente dei distretti.

Tenente promosso capitano:

Gattuso cav. Antonino.

Personale delle fortezze.

Maggiore promosso tenente colonnello:

Frulli cav. Ferruccio.

Corpo sanitario militare.

Maggiori medici promossi tenenti colonnelli medici:

Giraldi cav. Pietro — Spinelli cav. Giuseppe.

Tenente medico promosso capitano medico:

Vadora Francesco.

Sottotenente medico promosso tenente medico:

Spoto Giacomo.

Corpo di commissariato militare.

Maggiore commissario promosso tenente colonnello commissario:

Paoli cav. Enrico.

Corpo contabile militare.

Tenente colonnello contabile promosso colonnello contabile:

Padiglioni cav. Alfonso.

Maggiore contabile promosso tenente colonnello contabile:

Balzano cav. Tommaso.

Tenenti contabili promossi capitani contabili:

Giacomelli Emanuele — De Rocco Vincenzo — Grossi Giuseppe —
Nava Vittorio — Castorini Enrico — Ghidini Lodovico — Ta-
rozzi Alberto — Malatesta Camillo — Boni Enrico — Ricciotti
Ignazio — Iazeolla Girolamo — Duina Bartolomeo — Ravagli
Carlo — Lombardi Giovanni — Rossi Enrico — Benedetto Do-
menico — Vigliano Amedeo — Bini Pietro — Foglia Enrico.

Con R. decreto del 3 aprile 1910:

Castelli cav. Emilio, tenente generale — Poggio cav. Pietro, id. id. —
Dobay De Dobo cav. Carlo id. id. — Boris cav. Giovanni, id. id. —
Del Frate cav. Sottimio, id. id., cessano di appartenere alla riserva,
per ragione di età, conservando il grado con la relativa uni-
forme.

Con R. decreto del 7 aprile 1910:

Siglienti cav. Luigi, maggiore carabinieri Reali, a riposo, inserito
con lo stesso grado nel ruolo degli ufficiali di riserva (carabi-
nieri Reali) a sua domanda, con anzianità 2 ottobre 1906.

Farmacisti militari di complemento.

Con R. decreto del 3 aprile 1910:

I seguenti militari di truppa, in congedo, diplomati in farmacia,
sono nominati farmacisti militari di complemento di 3ª classe:
Bernardi Giovanni — Fabris Ugo.

MINISTERO DEL TESORO**Direzione generale del Debito pubblico***Rettifica d'intestazione (1ª pubblicazione).*

Si è dichiarato che le rendite del consolidato 3.75 0/0: n. 296,607 di L. 191.25 (corrispondente a quella del già consolidato 5 0/0, n. 1,139,672 di L. 225) e n. 541,978 di L. 360 a nome di Trabucco Benedetto e Paolo fu Giuseppe, minori, sotto la patria potestà della madre Costa Natalina fu Giuseppe, moglie in seconde nozze di Novellis Carlo, domiciliati in Cuorgnè (Torino), furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico mentrechè dovevano invece intestarsi a Trabucco Antonio-Giuseppe-Benedetto e Paolo fu Giuseppe, minori, ecc., (come sopra), veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 28 aprile 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Rettifica d'intestazione (2ª pubblicazione).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 3.75 0/0, cioè:

N. 380,221 di L. 75 (già n. 1,267,566 di L. 100, consolidato 5 0/0);

N. 532,812 di L. 231.25;

N. 571,955 di L. 187.50

al nome di Mazzola Michelina fu Francesco, minore, sotto la patria potestà della madre Pierotti Giuseppina fu Giuseppe vedova Mazzola, domiciliata in Torino, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Mazzola Anna-Maria-Michelina, ecc., come sopra, vera proprietaria delle rendite stesso.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 23 aprile 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Rettifica d'intestazione (3ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 3.75 0/0 n. 539,592 d'iscrizione sui registri della Direzione generale per L. 41.25, al nome di Fioechi Augusto fu Augusto, minore, sotto la patria potestà della madre Senna Angela di Giovanni vedova di Fioechi Augusto, domiciliato a Vistarino (Pavia), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Fioechi Anselmo-Augusto-Giovanni fu Anselmo-Augusto, minore, sotto la patria potestà della madre Senna Angela vedova di Fioechi Anselmo-Augusto, domiciliato a Vistarino (Pavia), vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 28 aprile 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Rettifica d'intestazione (3ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 3.75 - 3.50 0/0, cioè: n. 428,019 d'iscrizione sui registri della Direzione generale per L. 150, al nome di Gioacchini *Elisena* e Rizieri fu Gaspare, minori sotto la tutela di Gioacchini Cesare, domiciliati in Roma, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Gioacchini *Asiliena* e Rizieri fu Gaspare, minori sotto la tutela di Gioacchini Cesare, domiciliati in Roma, veri proprietari della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 28 aprile 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Rettifica d'intestazione (3ª pubblicazione).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 3.75 0/0 cioè: n. 261,470 d'iscrizione sui registri della Direzione generale per L. 11.25 (già n. 1,077,907 del consolidato 5 0/0), al nome di Boero *Tecla* di Giovanni, minore, sotto la patria potestà, domiciliata a Quarto (Asti), provincia di Alessandria, e n. 261,471 di L. 11.25 (già n. 1,077,908 del consolidato 5 0/0), al nome di Boero *Rosa* di Giovanni, minore (come sopra), furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi rispettivamente a Boero *Amalia-Tecla* di Giovanni, minore ecc. (come sopra) e Boero *Angela-Marianna* di Giovanni, minore ecc. (come sopra), vere proprietarie delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 28 aprile 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Smarrimento di ricevuta (1ª pubblicazione).

Il signor Razzetti Riccardo fu Luigi ha denunciato lo smarrimento della ricevuta n. 1069 ordinale, n. 3402 di protocollo e n. 23,088 di posizione, stata rilasciata dalla Intendenza di finanza di Genova in data 5 dicembre 1908, in seguito alla presentazione di un certificato della rendita complessiva di L. 10, consol. 5 0/0, con decorrenza dal 1º gennaio 1907.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al signor Razzetti Riccardo fu Luigi il nuovo titolo proveniente dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 28 aprile 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Smarrimento di ricevuta (3ª pubblicazione).

I signori Francesco De Cesare e Francesco Nardelli e Gerardo Quaranta hanno denunciato lo smarrimento della ricevuta n. 1855 ordinale, n. 239 di protocollo e n. 43,559 di posizione, stata rilasciata al detto sig. De Cesare Francesco fu Tommaso dalla Intendenza di finanza di Napoli, in data 18 gennaio 1910, in seguito alla presentazione di due certificati della rendita complessiva di L. 1555, consolidato 5 0/0, con decorrenza dal 1º gennaio 1907.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati ai signori De Cesare Francesco e Nardelli Francesco predetti, i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 28 aprile 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

2º AVVISO.

Questa Direzione generale ha proceduto alla conversione nel consolidato 3.75-3.50 per cento dei seguenti certificati 5 per cento:

N. 34,513-429,813 di L. 10 intestato a Cella Innocente;

N. 55,657-450,957 di L. 25 intestato a Cerignacco Giuseppe-Angelo-Patrizio fu Abramo domiciliato a Buriasco;

N. 60,985-456,285 di L. 10 intestato a Muggia Israele fu Sansone domiciliato in Cortemaggiore;

N. 62,235-457,535 di L. 10 intestato a Segadelli Giovanni fu Paolo domiciliato in Piacenza;

N. 62,236-457,536 di L. 10 intestato a Segadelli Lazzaro fu Paolo domiciliato a Piacenza, e

N. 62,700-453,000 di L. 5 intestato a Contardi Pietro di Giuseppe domiciliato in Alseno; tutti attergati di cessioni irregolari fatte dai rispettivi titolari a favore del sig. Valla Giovanni.

Si previene per tanto chiunque possa avervi interesse che i primi mezzi fogli di tali certificati, contenenti le dichiarazioni di cessione su accennate, sono stati uniti ai nuovi certificati 3.75-3.50 per cento corrispondenti, formandone parte integrante, per il che non hanno, isolatamente, alcun valore.

Roma, il 28 aprile 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Direzione generale del tesoro (Divisione portafoglio).

Il prezzo medio del cambio per i certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 29 aprile, in L. 100.61.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Ispettorato generale dell'industria e del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (Divisione portafoglio)

28 aprile 1910.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degli interessi maturati a tutt'oggi
3 ³ / ₄ % netto	105,73 42	103,86 42	104,51 53
3 ¹ / ₂ % netto	105,46 11	103,71 11	104,32 —
3 % lordo	71,95 83	70,75 83	71,77 46

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO — Giovedì, 28 aprile 1910

Presidenza del presidente MANFREDI.

La seduta è aperta alle ore 15.10.

MELODIA, segretario. Dà lettura del processo verbale della seduta precedente, il quale è approvato.

Nomina a senatore.

PRESIDENTE. Legge una lettera in data 2 aprile 1910 del presidente del Consiglio, con la quale si partecipa la nomina a senatore del contrammiraglio Pasquale Leonardi-Cattolica, ministro della marina.

Comunicazioni della presidenza.

PRESIDENTE. Legge alcuni messaggi del presidente della Corte dei conti, relativi alle registrazioni con riserva.

Dà poi lettura di una lettera del ministro dei lavori pubblici, con cui si trasmette l'elenco dei prelevamenti e trasporti di fondi eseguiti fra gli articoli dei capitoli di parte straordinaria del bilancio durante il terzo trimestre dell'esercizio 1909-1910; di una lettera del ministro dei lavori pubblici, con cui si trasmette l'elenco dei prelevamenti eseguiti sui fondi di riserva speciale delle bonifiche, durante il terzo trimestre dell'esercizio finanziario 1909-1910; di una lettera del presidente della Commissione d'inchiesta per l'esercito, con cui è trasmessa una copia in miglior forma della sesta relazione della Commissione stessa; di due lettere del presidente della Reale Commissione d'inchiesta per la pubblica istruzione, con le quali si trasmettono una copia della relazione sulle biblioteche e una copia della relazione sulle istanze, denunce, ricorsi, ecc., pervenuti alla Commissione dal giorno della sua istituzione.

Ringraziamenti.

PRESIDENTE. Comunica i ringraziamenti della famiglia del senatore Ferro-Luzzi, della vedova del senatore Lazzaro e del figlio del senatore Pisa per le onoranze rese ai loro congiunti.

Congedi.

Si accordano alcuni congedi.

Commemorazione del senatore Mirabello.

PRESIDENTE. Signori senatori.

Dobbiamo rendere onore alla memoria di un collega, che la dignità senatoria ne' Consigli della Corona illustrò, mancato ai vivi, da poco depresso il potere, durante la sospensione delle nostre sedute. Quel cuore ardente per le armi nostre navali, cessò di battere in Milano il 24 di marzo. Giorno di dolore, che ci diede il lutto oggi ancor vivo della morte di Carlo Mirabello! Da Tortona avuti i natali nel 17 novembre 1847, allievo della R. scuola di marina di Genova, trasse una vita tutta di mare a bordo delle navi, sino a quel governo di sei anni della marina, che lo portò tra fiotti, altri da quelli delle onde, ma non meno impetuosi.

Giovanissimo, da sottotenente di vascello, fece nel 1866 la campagna di guerra contro gli austriaci per l'indipendenza d'Italia; e salito per gradi cogli anni, fu contrammiraglio il 16 agosto 1898. Addetto nel 1870 alla spedizione idrografica lungo le coste, gli fu dato nel 1874 a dirigerne l'ufficio; vi fu ufficiale assistente; e dell'ufficio idrografico fu nel gennaio 1889 direttore; meritando speciale onorifica ricompensa. Tenne il comando della difesa locale marittima della Spezia dal settembre 1893 al gennaio 1894; la reggenza

della carica di capo dell'ufficio di stato maggiore dal luglio 1898 all'aprile 1900; il comando supremo del corpo Reale equipaggi dal luglio 1901 al marzo 1902; ebbe la missione di R. servizio a Pechino; e stava alla campagna dell'Estremo Oriente nel 1903.

Rammentasi il suo acuto spirito, l'ardire di comandante di torpediniera; narransi le gare di astuzia in manovra, tra lui, comandante della *Lepanto*, ed i giovani comandanti di torpediniere, a schivare le offese delle siluranti; ricordasi dato alla *Sicilia*, sotto il suo comando, il vanto di una delle più belle navi e delle meglio organizzate; è memorabile la campagna nella radiotelegrafia della divisione d'incrociatori, da lui condotta, alzata bandiera sulla *Carlo Alberto*.

Dal ponte di comando della divisione della Cina, nel novembre 1903, fu chiamato, con il seggio, in Senato, al tavolo di ministro. Era il momento triste dell'amministrazione della marina, che stava sotto inchiesta. Ad accettare il portafoglio volevasi virtù militare e virtù civile. Le invocò il Mirabello dal sentimento del dovere; e con l'energia del volere affrontò le difficoltà; con la costanza le vinse. Vigorosamente e nobilmente prese a proteggere l'amministrazione e la flotta; gli animi rialzò; infervorò lavoro ed azione; reintegrò la disciplina; ottenne il rispetto anche dagli avversari politici, il ravvedimento della pubblica opinione; la giustizia non gli tardò del Parlamento, dal quale tanta acquistò fiducia in breve, che nel luglio 1905, non appena due anni dal suo ingresso, pendente ancora l'inchiesta, gli fu concesso disporre di 132 milioni di fondi straordinari per le costruzioni navali; al quale asseguamento venne ad aggiungersi quello di 24 milioni per il munizionamento ed i siluri; con altri successivi per le grandi altre impostazioni di navi, sino al massimo sforzo del tesoro. Tanta fiducia del Parlamento, anzi l'unanimità pubblica, consentì alla fiducia del Re di conservare nelle stesse mani, in cinque Gabinetti, il portafoglio della marina.

Arricchire la flotta di potenti navi e le navi di moderne artiglierie ed il tiro a segno perfezionare, furono i cardini del suo programma. La sua attività incessante, la persistenza indefessa, l'insofferenza di ostacoli, l'impazienza di indugi, tale e tanta cooperazione procacciarono, da far prodigio. Rapidamente il naviglio ha acquistato cinque superbe navi da battaglia, ventotto torpediniere, dieci contro-torpediniere, l'esploratore, i tre sommergibili, le due cannoniere lagunari, la cisterna, il rimorchiatore d'alto mare. Per la legge Mirabello del 27 giugno 1909, si hanno poi ordinate tre altre navi da battaglia di prima classe, due esploratori, trenta torpediniere per difesa costiera, sei cacciatorpediniere, otto sommergibili.

Le migliori innovazioni introdusse nel tiro; la scuola di tiro navale e le gare istituì; introdusse la radiotelegrafia su tutte le navi; milioni assegnò alle esercitazioni; la dotazione di carbone per la navigazione raddoppiò. La sua amministrazione dal dicembre 1903 al dicembre 1909 accudì a tutto che suggerivano i progressi della nautica guerresca, a tutto che importava a rinforzare la nostra marina, elevarla e donarle il maggior splendore.

Apparsa la relazione della Commissione d'inchiesta nella primavera del 1906, senza attendere che se ne discutesse, colta l'occasione di relative interpellanze, fece alla Camera nella tornata del 7 marzo la difesa di sé e de' suoi amministratori con fiera protesta ed alto reclamo; e, quando si svolse la discussione sui risultati dell'inchiesta, espose la sua opera e le iniziate riforme, collimanti parecchie con le conclusioni della Commissione; di guisa che riscosse gli universal applausi della commossa assemblea. Ci pare ancor oggi risonante quella voce appassionata, con cui chiudeva il suo discorso, invocando l'unanime concordia di tutti a conseguire il supremo intento di avere « una flotta potente e potentemente organizzata, presidio e tutela di ogni nostro buon diritto. Non dimentichiamo, soggiungeva, che la base prima di questa forza dev'essere l'alto morale dei nostri ufficiali e dei nostri equipaggi, i quali, mi sia lecito affermarlo, meritano la considerazione ed anche l'ammirazione del paese, se in un periodo così triste, che spero omai chiuso per sempre, dettero prova di tanta disciplina, da non venir meno

alla fede ed all'amore di quella marina, cui dedicano e mente e cuore e la vita intera ». Di tal fede e di tale amore fu egli stesso lo strenuo campione.

Nè per favore di successo, nè per durata di Governo, riposò mai il vigilante ministro. Al crescergli l'acquisto della fiducia non sostava, ma sentiva maggiore la sua responsabilità, e spingeva ai più duri sforzi la fibra, a perniciosi cimenti sempre più la salute.

Alla gagliardia ed alla tenacia egli univa l'integrità della coscienza, la rettitudine degli atti, la sincerità del detto, il rispetto agli obblighi parlamentari, la fede alle promesse. Nello zelo e nel rigore fu umano ed imparziale. Il miglioramento economico degli ufficiali, il bene degli operai ebbero in lui il patrocinatore; ma pur moderatore delle cupidigie. Sagace e giusto nella scelta degli uomini, diede gli acconci ed i valenti agli uffici. Lo stato maggiore dell'armata ebbe da lui segnalata riforma e capo insigne.

Alla memoria dell'ammiraglio Carlo Mirabello ammirazione ed affetto serbano colleghi e subordinati: del carattere è degno a tramandarsi l'esempio. Speso tutto sé stesso agli ideali creatisi nell'esperienza a bordo in quella lunga navigazione, della quale portava la medaglia d'onore; la salute sacrificata; la sua dipartenza dalla terra è stata quella serena dell'uomo, che adempito il dovere, scende in una tomba coronata dalla riconoscenza (Vivissime approvazioni — Applausi).

CASANA. Avendo avuto l'onore di esser collega del compianto on. Mirabello nel Governo, sente il bisogno di associarsi alle nobili parole dette dal presidente in memoria di lui.

Rammenta l'eroismo, di cui diede prova l'on. Mirabello, quando, minato da lungo tempo da un male insidioso, rimase al suo posto e non cessò dall'opera sua finchè le forze non lo abbandonarono.

Esprime l'augurio che l'amor di lui per la marina militare e quel fuoco sacro, onde tutta l'opera di lui fu animata, sia di esempio alle nuove generazioni (Applausi).

TASSI. Tra le grandi virtù dell'on. Mirabello esalta specialmente la bontà grande dell'anima che irradiava intorno un alito di gentilezza e di forza.

Ricorda di aver assistito con altri colleghi alle grandi manovre navali, mentre il Mirabello era ministro della marina, e rileva come tutti i marinai apparissero legati al loro capo da sentimenti di affetto profondo, di devozione sincera, di entusiasmo vivo.

Deplora la grave perdita fatta dal paese con la morte dell'ammiraglio Mirabello ed invia un estremo saluto alla sua memoria (Applausi).

(Mentre parla il senatore Tassi, entra nell'aula il presidente del Consiglio on. Luzzatti, seguito da tutti gli altri componenti il nuovo Gabinetto, i quali prendono posto con lui al banco del Governo).

MASDEA. Fu compagno d'infanzia dell'on. Mirabello, e la forza dei ricordi e degli affetti lo costringe a prendere la parola.

Pone in luce, tra le virtù eminenti del compianto ammiraglio, l'amore profondo ed intenso per la marina, e il sentimento del dovere, che per lui era religione.

È certo che tutti i colleghi si uniranno a lui nel portare sulla sua tomba il mesto fiore della rimembranza e nell'invocar pace al suo spirito. (Applausi).

Comunicazioni del Governo.

LUZZATTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Annuncia che, con decreto 31 marzo u. s., S. M. il Re ha accettato le dimissioni presentate dal Gabinetto presieduto dal barone Sidney Sonnino.

Partecipa poi che, con decreti in data 31 marzo u. s., S. M. il Re lo ha nominato presidente del Consiglio dei ministri e ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, ed ha nominato ministri segretari di Stato:

per gli affari esteri l'on. marchese Antonino Di San Giuliano, senatore del Regno;

per la grazia e giustizia e per i culti, l'on. avv. Cesare Fani, deputato al Parlamento;

per le finanze, l'on. avv. Luigi Facta, deputato al Parlamento;

per il tesoro, l'on. avv. Francesco Tedesco, deputato al Parlamento;

per la guerra, l'on. tenente-generale Paolo Spingardi, senatore del Regno;

per la marina, il contr'ammiraglio Pasquale Leonardi-Cattolica;

per la pubblica istruzione, l'on. prof. Luigi Credaro, deputato al Parlamento;

per i lavori pubblici, l'on. avv. Ettore Sacchi, deputato al Parlamento;

per l'agricoltura, l'industria e il commercio, l'on. dott. Giovanni Raineri, deputato al Parlamento;

per le poste e i telegrafi, l'on. Augusto Ciuffelli, deputato al Parlamento.

Con decreti di pari data, S. M. il Re, ha accettato le dimissioni rassegnate dalla carica di sottosegretario di Stato:

per l'interno, dall'on. avv. Vincenzo Riccio, deputato al Parlamento;

per gli affari esteri, dall'on. principe Pietro Di Scalea (Lanza), deputato al Parlamento;

per la grazia, giustizia e i culti, dall'on. avv. Carlo Fabri, deputato al Parlamento;

per le finanze, dall'on. avv. Enrico Carboni-Boi, deputato al Parlamento;

per il tesoro, dall'on. dott. Edoardo Ottavi, deputato al Parlamento;

per la guerra, dal tenente generale Giuseppe Prudente;

per la marina, dall'on. prof. Pietro Chimienti, deputato al Parlamento;

per la pubblica istruzione, dall'on. marchese Alfonso Lucifero, deputato al Parlamento;

per i lavori pubblici, dall'on. avv. Giovanni Calesia di Vegliasco, deputato al Parlamento;

per l'agricoltura, l'industria e il commercio, dall'on. prof. Alfredo Codacci-Pisanelli, deputato al Parlamento;

per le poste e i telegrafi, dall'on. barone Elio Morpurgo, deputato al Parlamento;

Con successivi RR. decreti del 1° aprile corrente, sono stati nominati sottosegretari di Stato:

per l'interno, l'on. avv. Teobaldo Calissano, deputato al Parlamento;

per gli affari esteri, l'on. principe Pietro Di Scalea (Lanza), deputato al Parlamento;

per la grazia, giustizia e i culti, l'on. avv. Alessandro Guarra-

cino, deputato al Parlamento;

per le finanze, l'on. ing. Natale Gallino, deputato al Parlamento;

per il tesoro, l'on. avv. Angelo Pavia, deputato al Parlamento;

per la guerra, il tenente generale Giuseppe Prudente;

per la pubblica istruzione, l'on. avv. Antonio Teso, deputato al Parlamento;

per i lavori pubblici, l'on. ing. Luigi De Seta, deputato al Parlamento;

per l'agricoltura, l'industria e il commercio, l'on. avv. Vito Luciani, deputato al Parlamento;

per le poste e i telegrafi, l'on. avv. Antonio Vicini, deputato al Parlamento.

Con R. decreto del giorno 2 detto mese, è stato nominato sottosegretario di Stato:

per la marina l'on. ing. Eugenio Bergamasco, deputato al Parlamento.

Poi soggiunge:

Onorevoli senatori! (Segni di viva attenzione).

La rapida vicenda delle recenti crisi e l'urgenza di risolvere il problema marittimo, di fronte al quale si è quasi arrestato lo svolgimento della nostra vita politica, impongono al nuovo Ministero

il dovere della chiarezza e della brevità nella esposizione del suo programma.

Nelle imminenti discussioni dei bilanci si offrirà l'occasione di determinare con analisi precise i nostri ritocchi ai disegni di legge già presentati, sin d'ora accennando i più essenziali e i principi ai quali obbediscono le nuove riforme, che vi saranno messe innanzi, appena sia esaurito il lavoro più urgente.

Confidiamo di concordare le modificazioni occorrenti alle proposte sul riordinamento dell'Amministrazione centrale. Salva, in ogni caso, la unificazione dei servizi marittimi, felicemente compiuta, dovrà esaminarsi se la ricostituita unità non possa trovare sede più opportuna in un nuovo Ministero delle comunicazioni, comprendente anche le ferrovie.

Verranno mantenuti, nelle loro linee generali, i provvedimenti finanziari a favore dei Comuni e delle Provincie, quelli miranti al miglioramento dell'istruzione popolare.

Ma nell'avviare l'assestamento della finanza locale cercheremo di provvedere, con adeguati concorsi, a equilibrare i bilanci dei Comuni più piccoli, oppressi dalle spese obbligatorie, ad alleggerire il carico del dazio sui consumi più necessari, a preparare, in occasione del censimento, dati ed elementi per una classificazione dei Comuni, la quale renda possibile, a breve scadenza, un'equa varietà di trattamento che le differenti condizioni impongono, non solo nel campo della finanza, ma anche dell'Amministrazione, della tutela e della ingerenza governativa.

All'ottimo disegno di legge sulla scuola elementare converranno alcuni emendamenti, intesi a rinviare l'azione educatrice dell'insegnamento, a determinare fervide, operose simpatie tra la vita civile del Comune e la scuola del popolo. Al contrastato consorzio verrà sostituito il Consiglio provinciale scolastico, rifatto su basi più forti, rinviando l'azione dello Stato. Sarà migliorato anche il trattamento degli insegnanti urbani, di quelli addetti alle scuole superiori facoltative rurali, trasformate in stabili, alle serali e festive. Si farà più intensa l'assistenza scolastica, aumentandone i mezzi, e istituiremo in ogni luogo un Patronato che curi anche lo svolgimento della mutualità e delle biblioteche popolari. Si provvederà all'immediato riordinamento pedagogico delle scuole normali e ad accrescere il numero delle Borse di studio.

Per sperimentar l'attitudine del Governo ad amministrare direttamente la scuola primaria, faremo assumere dallo Stato la cura dell'insegnamento nei Comuni minori delle provincie di Messina e di Reggio. E alle nobili contrade, afflitte dalle recenti catastrofi, riuscirà di qualche conforto anche questo tenue segno della ferma volontà nostra di aiutarle fraternamente a riprendere il loro posto nella vita italiana.

Una più intensa vigilanza, qual'è consentita e richiesta dalle leggi vigenti, si eserciterà sulle scuole pubbliche e private, acciocché i progressi tecnici si concordino sempre più coll'idea nazionale, che deve risplendere, in genuina luce di amore, alla mente di tutti gli italiani.

Ai mezzi necessari per migliorare la condizione dei Comuni più poveri, dei maestri, della cultura popolare verrà dedicato il sicuro getto di alcuni provvedimenti sui tabacchi, i quali completano, senza asprezze, quelli recentemente accolti. Posti a effetto oggi stesso, preparano i compensi necessari all'erario, traendoli da quelle contribuzioni volontarie, alle quali ognuno può sottrarsi con la sobrietà (Commenti). Non sarebbe cauto, nè serio, proporre, senza risarcimenti di entrata, nuove spese gravanti su esercizi già troppo affaticati, come fu dimostrato nella recente esposizione finanziaria, meritamente lodata per la sincerità e per la semplice chiarezza.

Intendiamo di portare a termine anche le proposte sullo zucchero con qualche raddolcimento (si ride) (non certo ripugnante alla qualità della materia), segnatamente in favore dell'agricoltura, della quale non bisogna affievolire alcuna forma di sana operosità.

Perciò la stessa legge, che rimaneggia i diritti sullo zucchero, istituirà una stazione sperimentale, munita di tutti i mezzi tecnici, intesa a elidere gradatamente gli effetti dell'aggravio coi progressi della coltura.

Appena le condizioni del bilancio lo consentiranno, si procederà sempre innanzi nello alleviamento fiscale dei consumi più necessari alla vita. Ma sin da ora riaffermiamo l'urgenza di una *revisione economica del nostro regime fiscale*. L'Italia deve gradatamente riformare le sue leggi finanziarie, affinché, pel vigore delle iniziative esplicative della produzione agraria e manifatturiera, diventi, per quanto è possibile, il *punto franco* del capitale nazionale ed estero. Dal capitale estero, accampato nel nostro Debito pubblico e sempre pronto a levar le tende chiedendo di essere rimborsato, noi sapemmo affrancarci con un ventennio di parsimonia e di austerità finanziaria. Ma al capitale straniero, che, con antica fiducia, concorre stabilmente ad accrescere la nostra produzione, a migliorare i salari e l'attività economica, sotto l'egida dello Stato italiano, offriremo la sicura ospitalità. Il capitale, nazionale o straniero, che, tornando alla sua nobile origine, alimenta e ravviva le fonti della produzione, avrà da noi tutela e onori, quali sono dovuti al lavoro che, col proprio elevamento, prepara i capitali dell'avvenire.

Per una democrazia aspirante a inalzare gli umili e i deboli senza avvilire gli eletti e i forti, nessuno spettacolo è più bello, più degno di quello del capitale legittimato dal lavoro e del lavoro che si emancipa imparando a capitalizzare!

Desiderosi di consolidar sempre più la base economica di questa sana democrazia politica, affratellante le classi sociali, avviseremo, col vostro aiuto, ai mezzi migliori per promuovere, senz'alcuno intervento diretto dello Stato, una Banca per le industrie e una per le esportazioni. Questi due fecondi organismi prenderanno il loro posto tra gli antichi Istituti di credito e la nuova Banca del lavoro e della cooperazione, al cui sorgere contribuirono genialmente le nostre istituzioni di previdenza, consapevoli interpreti della filiale intimità avvincente il risparmio popolare al lavoro che lo genera.

Ogni incoraggiamento e aiuto, per noi possibile, verrà dato ai grandi e ai piccoli Istituti sociali, liberi o integrati dallo Stato che, nella loro felice evoluzione economica, combattono le mordenti usure del danaro, dei mezzi di produzione, delle pigioni e dei viveri, rafforzando sempre più la difesa contro le multiformi miserie, che rattristano i troppo vegeti imeni del popolo italiano (Si ride). Cercheremo, a tal fine, di migliorare con coraggiose proposte la legge sulle case popolari, collegate con eque agevolanze a ogni specie e forma di abitazioni, provvida semina di imposte future tratte dall'agiatezza e non dalla miseria; di promuovere, con adeguate misure, la formazione di piccole proprietà rurali, le costituzioni di beni di famiglia e di borgate autonome. Vi proporremo di estendere l'assicurazione obbligatoria contro gl'infortuni a tutti i lavori dei campi, cominciando dal provvedere ai casi di morte e di invalidità permanente, nuovo passo verso le assicurazioni obbligatorie per la malattia e la vecchiaia dei lavoratori, debito sacro che gradatamente lo Stato italiano pagherà.

E dalle recenti inchieste sulle miniere trarremo argomento a liberare i lavoratori del sottosuolo da metodi barbarici perduranti ancora in alcuni luoghi, dove si paga in gran parte la mercede con la somministrazione forzata dei mezzi di sussistenza.

Sarà tra le nostre cure quella di sollecitare l'approvazione dei disegni di legge sull'Ispettorato del lavoro, sulla Cassa di maternità, sui Comitati interregionali di collocamento per l'emigrazione interna, migliorandone le dotazioni. Alla trasformazione dell'Agro romano verrà dato nuovo impulso, allargando con prudente accorgimento la zona della bonifica obbligatoria e istituendo una Cassa di colonizzazione alimentata da un decimo degli utili netti della gestione particolare della Cassa di depositi e prestiti, la grande e provvida Banca del tesoro italiano; primo saggio di un vasto programma contenuto nel progetto di legge del 1906 dell'on. Pantano, che gradatamente si dovrà svolgere.

L'opera del demanio forestale coroneremo con le leggi promesse sul vincolo mitigato dai provvedimenti sociali, sui diversi gradi d'insegnamento e sulla preparazione di un personale tecnico e competente.

Abbiamo pronte anche delle misure tendenti a migliorare l'igiene del lavoro, a proteggere più efficacemente la salute del popolo contro le adulterazioni dei cibi e delle bevande, a ricercare quali vizi nei congegni della distribuzione rendano più gravi le sofferenze del caro dei viveri.

Colla fiducia di sollecitare tutti i lavori pubblici in ogni parte d'Italia, segnatamente nel Mezzogiorno e nelle isole, presenteremo subito un progetto di legge per concedere alla industria privata la costruzione e l'esercizio delle ferrovie complementari nella Calabria e nella Basilicata. Le popolazioni rattristate dalla lunga ansia dell'attesa apprenderanno questa notizia con lo stesso animo lieto, col quale noi la diamo al Senato.

E ci è grato in questa occasione ricordare i propositi e gli studi dell'on. Bertolini, che abbiamo la fortuna di portare a compimento.

Ma non queste, nè altre provvidenze, finanziarie, economiche e sociali, possono dare al nuovo Ministero la nota caratteristica, necessaria a ogni Gabinetto parlamentare. Sono le idee politiche, quelle che meglio coloriscono un programma ministeriale. Pertanto vi tratteremo le linee politiche sulle quali, movendo da diversi nuclei e settori, ci siamo concordati nel proposito e nella fiducia di costituire una forte maggioranza liberale.

A questa maggioranza chiederemo di secondare un Governo che, sulle salde garanzie delle nostre istituzioni, diriga lo Stato italiano nella sua storica missione di giustizia, di libertà e di cultura. E glielo chiederemo con la stessa fede che sin dal primo giorno ci fece domandare alle autorità e alle rappresentanze locali il loro leale concorso in un'amministrazione ispirata al più austero rispetto della legge e delle libertà, al più fervido desiderio di elevare il costume politico e il benessere sociale.

Non parliamo della difesa della patria per terra e per mare; essa è sacra a tutti, continua omai con gli stessi criteri e con la stessa concordia fra l'avvicinarsi dei Ministeri.

E non verrà meno, per opera nostra, quella continuità che, pur traverso i mutamenti di ministri e di Camere, assicura credito e pregio alla politica estera italiana. La solidità della triplice alleanza, testè riaffermata anche nella bene accetta visita dell'eminente cancelliere germanico, nostro gradito ospite in Roma, e nello scambio cordiale di comuni propositi fra il ministro degli affari esteri italiano e quello austro-ungarico, la sincera amicizia con la Francia, con l'Inghilterra, con la Russia, gli eccellenti rapporti con tutti gli altri Stati fanno considerare sempre meglio il nostro paese quale fattore operoso di concordia, in ogni circostanza sollecito a proporre o a secondare le soluzioni idonee ad avvicinar sempre più i Governi e ad affratellare i popoli.

Come premio meritato dell'opera schiettamente prestata alla causa della pace, ci arride, onorevoli senatori, la fondata speranza che, tra le feste commemoranti il nostro risorgimento, l'Italia possa vedere adunata nella sua capitale una conferenza internazionale intesa a preparare comuni e costanti norme direttive per i trattati di lavoro, di emigrazione e di cittadinanza. Tali trattati, reclamanti il loro posto tra quelli di commercio, di navigazione, di alleanza e di arbitrato, ravviveranno di un nuovo contenuto sociale e umano l'ambiente delle Cancellerie e riconcileranno l'anima popolare anche col più severo protocollo.

Questo nuovo diritto delle genti, tutelante la pace del lavoro nell'orbe, non ha sede più adatta alla sua instaurazione; nè l'Italia potrebbe ricevere dal mondo omaggio più lusinghiero dell'essere per la terza volta acclamata patria d'un giure destinato pur esso a onori degni di Roma.

Nella libertà delle religioni, che si svolgono entro la cerchia dello Stato sovrano, mallevadore delle più delicate fra le garanzie costituzionali, si determina il nostro programma di politica ecclesiastica. Non persecuzioni contrarie all'alto fine dello Stato moderno e non inquietudini repugnanti all'indole e alla tradizione nazionale; ma, a un tempo, freno a ogni esorbitanza, non dedizioni, nè compro-

messi, che macchierebbero la purezza dell'idealità politica e quella della coscienza religiosa.

A garantire sempre più la libertà civile mireranno alcune nostre proposte idonee a rendere più rapido il corso della giustizia amministrativa nelle sue varie istanze.

E a distribuire e regolare meglio l'azione amministrativa cercheremo di provvedere con qualche saggio di decentramento sul tipo di quello compiuto col Magistrato alle acque, felicemente operante nel Veneto. A una forma di organizzazione non molto dissimile da quella gioverà affidare la ricerca, la custodia e la cura dell'acqua nelle regioni (prima la Puglia), che pel difetto di essa soffrono, anche nelle loro colture agrarie, quanto e più altre non patiscano per la sua ricorrente sovrabbondanza. Forme somiglianti potranno adottarsi per l'applicazione di vaste, complicate leggi, che desideriamo migliorare e prorogare nei loro effetti, come quelle di Napoli, senza indebolire il principio della responsabilità Ministeriale, nè quello delle autonomie locali.

Ma le principali nostre riforme d'ordine politico tenderanno al fine supremo di crescere intensità alla vita e al valore del Parlamento in entrambi i suoi rami, mettendoli in più dirette e più sicure correlazioni con le fervide sorgenti dell'opinione e della volontà popolare.

Per il Senato si determinerà che sin dalla prossima sessione parlamentare la Corona demandi all'Alto Consesso la designazione del presidente e dei vice presidenti. Anche col sistema attuale, della nomina su proposta del Consiglio dei ministri, il valore del seggio fu sempre eminente ed è fuori di ogni contrasto la indiscussa autorità della presente presidenza. Ma la designazione diretta accrescerà il prestigio politico dell'assemblea, avvivandone le discussioni.

Saremmo pur lieti, e ci sentiremmo confortati dell'opera nostra, se il Senato, nella sua prudente sapienza, come già qualche indizio promette, volesse discutere e designare i limiti delle modificazioni intese a renderne sempre più autorevole l'ordinamento. Anche una riforma contenuta nella cerchia di una legge interpretativa dello Statuto potrebbe riuscire politicamente efficace. Il Governo sarebbe pago e onorato di riassumere in un disegno di legge, da presentarsi al Senato, le conclusioni, alle quali fosse giunto nella discussione, suscitata dal rispettosissimo nostro invito.

Per la Camera dei deputati, oltre un accurato esame delle proposte già preparate dall'on. Giolitti sulla procedura e sulle operazioni elettorali, noi vagheggiamo l'unificazione dei collegi elettorali in cui sono ora divise le grandi città. Una riforma siffatta ci darebbe l'agio di sperimentare, per la prima volta, se il metodo della rappresentanza proporzionale sia utilmente applicabile alle nostre condizioni sociali e politiche.

Vaglieremo poi insieme la convenienza di dare un passo ulteriore sulla via di una più larga partecipazione del popolo alla vita dello Stato, concedendo il suffragio politico e amministrativo a tutti i cittadini maggiorenni, noi quali il saper leggere e scrivere, cautamente accertato, assicuri la coscienza del voto, che, per esser libero, deve rimanere segreto (Commenti).

Intanto gl'incrementi della cultura elementare, ottenuti con i mezzi straordinari che ora il Parlamento delibererà e con le scuole reggimentali, opportunamente riordinate, eleveranno sempre più il carattere dei nostri elettori popolari.

Con siffatte disposizioni, il Parlamento e il Governo, fortificati dalle più intime colleganze con l'opinione pubblica, potrebbero meglio sospingere tutti gli ordini di cittadini verso ogni alta e degna meta di prosperità, di cultura e di rinnovata grandezza italiana.

Con la votazione della riforma elettorale, che noi a tempo opportuno presenteremo, e ponderatamente si dovrà studiare, la presente Camera potrebbe, dopo un lungo periodo di feconda attività, coronare e chiudere la sua giornata, per risorgere con rinnovate energie dalle avvivanti origini del suffragio popolare.

Intanto le auguriamo di compiere subito, perchè subito si pongano a effetto, quelle riforme ormai da tutti giudicate indispensabili per impedire che le elezioni degenerino in zuffe, frodi e sopraffazioni del più ripugnante tipo medioevale (Bene).

Non possiamo però nasconderci che tutti questi apparecchi di studi e di proposte si arrestano dinanzi alle difficoltà costituite dal grave problema marittimo, che non ammette più alcuna dilazione.

Il 30 giugno si approssima, e nè il Governo nè il Parlamento possono assumere la responsabilità di non provvedere al normale andamento dei servizi marittimi, alla continuazione del lavoro nei cantieri nazionali.

Le due convenzioni presentate dal Ministero Giolitti, la terza dal Ministero Sonnino non furono accolte dalla Camera per diverse ragioni, nè ora vi era il tempo e la possibilità di conchiuderne e di discuterne una quarta.

Arde ancora la controversia, che non a tutti poté apparir rischiarata da indagini capaci di escludere preoccupazioni ed esitanze, le quali paralizzano l'azione.

Abbiamo udito uomini di grande competenza dimostrarsi a vicenda gli aggravi maggiori delle convenzioni stipulate.

Udimmo strenuamente difendere alcuni provvedimenti che parvero ad altri inefficaci o non interamente concordanti con i patti delle convenzioni internazionali.

Neanche l'alta, vibrante eloquenza del ministro proponente valse a dileguare il dubbio e il dissenso. Ma dubbio e dissenso non possono, nè debbono, indefinitamente dominare e arrestar la vita delle assemblee.

Per disperderli, una buona volta, con generale soddisfazione, noi vi proponiamo, onorevoli senatori, di istituire per legge una Commissione parlamentare, la quale, richiamando gli atti dell'inchiesta iniziata nel 1902, riveda le convenzioni marittime stipulate e non approvate, esamini le multiformi proposte a favore della marina libera assistita dal credito navale e da altri ausili, a favore dei contributi di nolo, dei cantieri, ed esprima un giudizio sereno che, illuminando Governo e Parlamento, permetta, a chi occuperà questo posto, di presentare al più presto dei provvedimenti definitivi, chiariti in tutte le loro parti da ricerche autorevoli ed esaurienti. Se questa indagine non piacesse alle Camere di compiere, la farebbe, come è dover suo, il Governo. (Commenti).

Intanto, per non perturbare l'attività marittima del paese, per non assumere la responsabilità di danni gravi, di ciurme licenziate, di cantieri deserti e chiusi, di traffici disturbati, oltre le convenzioni per i servizi minori, che non suscitano obiezioni, noi vi presenteremo un accordo provvisorio, conchiuso, per la costituzione di una Società intitolata Società anonima nazionale di servizi marittimi, con bei nomi del nostro paese nel commercio, nell'industria e nella banca, con compartecipazioni molteplici di ogni parte d'Italia, questo accordo è inteso a far esercitare per tre anni, al massimo, i servizi attuali, sino al 30 giugno affidati alla Navigazione generale, migliorando tonnellaggio, velocità e percorrenze sui capitolati in corso e provvedendo alla comunicazione diretta, tanto importante, colla Somalia italiana. Dall'accordo provvisorio restano escluse le comunicazioni della Sicilia e della Sardegna col continente, assunte dallo Stato a norma di legge.

I contraenti col Governo costituiranno una Società anonima senza emissione privilegiata di obbligazioni, e si sono impegnati per tre anni; ma il Governo di anno in anno, con sei mesi di preavviso e sin dal primo semestre del nuovo esercizio, ha la facoltà di denunziare l'accordo, appena riesca, per effetto degli studi invocati o compiuti, a presentare e a far accogliere i provvedimenti definitivi sui servizi marittimi.

Di questo accordo il Senato esaminerà i patti finanziari, considerando che si tratta di una convenzione, la quale può aver contro di sé contingenze sfavorevoli, mal compensabili, nell'anno di minima e nel triennio di massima durata, con le spese generali da ripartirsi e ammortizzarsi in brevissimo tempo con oneri maggiori degli antichi capitolati.

La legge attuale sui cantieri sarà anch'essa prorogata colla clausola che i piroscafi in costruzione godranno dei nuovi benefici eventualmente concessi dalla legge futura.

Intanto si mira a preparare una flotta mercantile nuova per li-

berare lo Stato e i contraenti futuri da ogni coercizione derivante dalla deficienza del materiale e per dar lavoro ai nostri cantieri. E infatti i concessionari si sono impegnati a far costruire dalla promulgazione della legge, dodicimila tonnellate di piroscafi mercantili; poi altre dodicimila se ne costruirebbero nel secondo anno, ove non avvenisse la denuncia.

Costruiranno in questo periodo anche le Società minori contraenti con lo Stato.

E quando piaccia al Parlamento di sostituire al temporaneo un contratto definitivo con aste, con trattative private e con altri mezzi, i legni nuovi costruiti sui tipi approvati dal Governo e sotto la vigilanza di esso, dedotti gli ammortamenti, con le usate norme di cautela pel deperimento, saranno messi a disposizione dei futuri concessionari, i quali si troveranno subito in possesso di una flotta fresca rappresentante un primo nucleo di liberazione.

Sin da ora il Governo ha assicurato la costruzione di uno di questi maggiori piroscafi, di non meno di tremila tonnellate, nel cantiere di Palermo, sede centrale del compartimento dello Stato e compartimentale della nuova Società, come, con centro nella Conca d'oro, vaghiamo nell'assetto definitivo due linee commerciali rapide, che spandano nel nord d'Europa e dell'America le primizie e le specialità dei nostri prodotti.

Così Genova e Venezia, Napoli, Palermo, Catania, Bari, Livorno, Ancona e gli altri porti che ingemmano i nostri mari possano crescere, coll'aumento naturale dei traffici e coi provvedimenti definitivi, che prepareremo, il loro splendore! Intanto nulla è pregiudicato per l'avvenire.

Onorevoli senatori. Questi sono i nostri intendimenti, questi i disegni apparecchiati in un mese di Governo. Ora a voi chiediamo un giudizio chiaro e aperto.

I tempi non fa-ili che si attraversano, l'urgenza e la gravità dei problemi da risolvere non ci consentirebbero di rimanere a questo posto nella condizione di un Governo debole o tollerato. Se non approvate l'indirizzo che intendiamo di imprimere alla pubblica cosa, esponete quello che preferite. Date al Parlamento e al Paese la possibilità della scelta fra due programmi.

Se ci arriderà la vittoria nella prova del voto, che fin da ora risolutamente chiediamo, ne trarremo argomento a compiere l'opera faticosa che vi fu annunciata.

Vinti, non ci dorremo del tentativo inutilmente ripetuto di riunire forze liberali affini per servire la patria con cuore devoto.

Ci resterà, in ogni caso, il conforto di aver reso un servizio alle istituzioni parlamentari, offrendo l'occasione al Parlamento di tracciare una nuova via, di misurar le forze e di contare i voti, indicando i preferiti capitani. Quali essi siano, il loro senno e i geni tutelari del risorgimento italico, veglianti sulla patria, ci affidano che raggiungeremo gli alti destini serbati alla nostra stirpe (Bene).

PRESIDENTE. Le dichiarazioni del nuovo Gabinetto sul punto che riguarda il Senato erano state prevenute da una interpellanza del senatore Arcoleo che chiedeva al presidente del Consiglio, ministro dell'interno, di esporre gli intendimenti del Governo circa le riforme politiche che riguardano la costituzione dei due rami del Parlamento. Nondimeno è sempre di somma gravità la proposizione di riforma del Senato, portata oggi al cospetto dell'alta Assemblea in programma di Governo, dopo averla manifestata all'altra Camera; è di somma gravità in quanto tocca alla prerogativa Reale, in quanto tocca alla parte fondamentale dello statuto, alla Costituzione del potere legislativo.

Il Senato sente questa gravità, ma sentirà pure ciò che da lui reclama la dignità propria e l'amore al bene dello Stato, a cui dalla sua prima origine è stato sempre fedele e consacrato (Vivissimi e prolungati applausi).

LUZZATTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Si associa alle parole pronunciate dal presidente, le quali mettono sempre più in rilievo la grande importanza e dignità di un Senato nelle odierne funzioni legislative.

Nell'esposizione del programma del Governo si è mostrato lieto

che qualche indizio, sorto liberamente e spontaneamente dal Senato, accennasse al desiderio di discutere il gravissimo problema della costituzione e dell'ordinamento dell'Alta assemblea.

Con la parola più rispettosa e deferente, quale ogni italiano deve al Senato del Regno, ha detto che sarebbe desiderio del Governo di poter riepilogare in un disegno di legge le conclusioni, a cui venisse il Senato, dopo una discussione provocata dal rispettoso invito del Governo, circa la riforma dell'Alta assemblea.

Ha pure accennato che la riforma del Senato potrebbe svolgersi con una legge interpretativa dello Statuto, e non come cosa che potesse capovolgerne i principi fondamentali.

Più in là non ha voluto andare, perchè si affida interamente al senno dell'Alta assemblea, ed ha voluto ad essa chiedere e da essa ottenere la ispirazione a cui il Governo intende inchinarsi.

ARCOLEO. Precorse con una interpellanza le comunicazioni del Governo appunto per affermare gl'intendimenti che ebbe sempre il Senato, il quale non volle mai restare estraneo nel cooperare a tutte le riforme politiche anche a quelle che potessero riguardare la sua costituzione ed il suo ordinamento.

Osserva che il rispettoso invito fatto dal Governo al Senato si coordina all'indole di questa riforma che, essendo di ordine supremo e costituzionale, deve avere tutta la sua iniziativa nello stesso corpo politico, che sente le sue responsabilità.

Nessuno dei componenti l'Alta assemblea - osserva l'oratore - è indifferente ai nuovi doveri che una sana democrazia impone al Governo e al Parlamento.

Nota che le nuove condizioni politiche e le trasformazioni sociali richiedono nei grandi organismi dello Stato, e soprattutto nel Parlamento, struttura ed atteggiamenti nuovi.

È lieto che la sua interpellanza abbia potuto dare occasione alle dichiarazioni odierne, fatte in nome del Senato per mezzo del suo illustre presidente, e alle quali hanno corrisposto quelle del presidente del Consiglio.

Poiché non è compito del Senato fare studi accademici, si dichiara disposto o a sentir fissare il giorno per la discussione della sua interpellanza, o a proporre la nomina di una Commissione che studi quali riforme siano opportune rispetto alla costituzione e all'ordinamento del Senato. (Vive approvazioni).

ROSSI L. È certo che il Senato accoglierà con pari deferenza l'invito fattogli dal presidente del Consiglio, e studierà l'argomento, usando delle sue alte e legittime attribuzioni.

Ma crede che un invito possa fin d'ora partire dal Senato al Governo, quello cioè di operare per una più equa distribuzione del lavoro legislativo e di meditare sui criteri più razionali che possano presiedere alla partecipazione dei due rami del Parlamento, alla formazione del Ministero.

È d'avviso che l'interpellanza del senatore Arcoleo fornirà una buona occasione al presidente del Consiglio, per spiegare il suo pensiero al riguardo (Bene).

DI CAMPOREALE. Si associa alla proposta del senatore Arcoleo per la nomina di una Commissione, nomina che crede possa essere deferita al presidente.

Rileva che siamo di fronte a un caso nuovo, ad un invito fatto dal Governo ad un'assemblea di studiare una proposta che non ha ancora alcuna forma concreta.

Crede che una discussione, senza una traccia o uno schema, sarebbe accademica, e perciò prega il Senato di far buon viso alla proposta del senatore Arcoleo.

PIERANTONI. È d'avviso che innanzi di procedere alla nomina della Commissione, di cui hanno parlato i precedenti oratori, il Senato debba dire se approva o no che si studi una riforma.

Legge gli articoli 87 e 88 del regolamento del Senato e, alla stregua del loro disposto, afferma che la proposta del senatore Arcoleo per la nomina di una Commissione può essere posta in discussione sotto la forma di un'interpellanza.

LUZZATTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Dichiarò che se il senatore Arcoleo mantiene la sua interpellanza, il

Governo è agli ordini del Senato per rispondere in quel giorno che il Senato delibererà.

Quanto alla nomina di una Commissione per l'esame del grave problema, se ne rimette alla decisione dell'assemblea.

Ma gli parrebbe più rispondente allo stato attuale della discussione che tale nomina venisse dopo la risposta che il Governo farebbe ad una interpellanza, allo svolgimento della quale si augura partecipi largamente il Senato (Applausi).

CASANA. Rileva che il presidente del Consiglio ha dichiarato di accettare lo svolgimento dell'interpellanza del senatore Arcoleo e si è dichiarato pronto a rispondere, e che il senatore Arcoleo, a sua volta, si è mostrato disposto a ritirare la sua domanda d'interpellanza, qualora il Senato avesse ceduto di deferire ad una Commissione speciale l'esame del grave argomento (Commenti — Interruzioni).

Egli crede che non debba neppure sospettarsi che la riforma del Senato possa avvenire per suggerimento del Governo e non per iniziativa dell'Alta Assemblea.

Il Governo ha usato la forma più rispettosa verso di questa; ma non vorrebbe che, rispondendo al senatore Arcoleo, fosse costretto a fare dichiarazioni che potessero menomare l'iniziativa del Senato.

ROSSI L. Gli sembra che ora non si debba far altro che fissare il giorno per lo svolgimento della interpellanza del senatore Arcoleo (Approvazioni).

PRESIDENTE. Domanda al senatore Arcoleo se sia dello stesso parere.

ARCOLEO. La sua domanda d'interpellanza era intesa a provocare dichiarazioni dal Governo, le quali sono oggi state fatte; sotto questo punto di vista quindi sarebbe in parte raggiunto il suo scopo (Commenti).

Ma affinché possano altri senatori esprimere la loro opinione, intende mantenerla, pregando l'on. presidente del Consiglio di voler fissare il giorno dello svolgimento.

Al senatore Casana deve dichiarare che se il presidente del Consiglio ha accettato la sua domanda d'interpellanza, non ha potuto aver l'idea di offendere o diminuire l'iniziativa della riforma, che spetta al Senato, ma di assistere all'altissima discussione dell'argomento, che insieme interessa il Governo e l'assemblea (Bene).

LUZZATTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Ricorda che nell'altro ramo del Parlamento egli dovrà essere presente alla discussione sulle comunicazioni del Governo, tanto più che ha chiesto esplicitamente il voto su di esse.

Dichiara quindi che appena sarà libero, si porrà a disposizione del Senato per la fissazione del giorno per lo svolgimento dell'interpellanza.

PRESIDENTE. Rimane dunque stabilito, se non vi sono opposizioni, che lo svolgimento dell'interpellanza del senatore Arcoleo sarà fatto quando sarà esaurita nell'altro ramo del Parlamento la discussione sulle comunicazioni del Governo.

Per un progetto di legge.

LUZZATTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Prega il Senato di voler iscrivere al più presto all'ordine del giorno la discussione del progetto di legge per il demanio forestale, il quale era già all'ordine del giorno del Senato prima della crisi ministeriale.

Rileva l'importanza del progetto di legge e la necessità della sua approvazione per ulteriori provvedimenti di carattere economico-sociale.

PRESIDENTE. Osserva al presidente del Consiglio che la discussione del progetto di legge per il demanio forestale è già all'ordine del giorno per la seduta di domani.

Per la commemorazione dell'ammiraglio Mirabello.

LEONARDI-CATTOLICA, ministro della marina. Ricorda i servizi eminenti resi alla patria ed al Re dall'ammiraglio Mirabello, il quale

fu soldato valoroso, pronto al sacrificio, ebbe dieci lustri di ferrea attività, ventidue anni di navigazione e legò indissolubilmente il suo nome al risorgimento della marina da guerra italiana, lottando energicamente contro il proprio organismo travagliato e logoro.

Alla sua memoria rende, in nome del Governo e dell'armata, un tributo di riconoscenza imperitura, ed augura alla patria di avere sempre uomini esemplari come il senatore Mirabello e, come lui, fiduciosi nella grandezza e nei destini della patria (Approvazioni).

Annunzio d'interpellanze.

PRESIDENTE. Comunica le seguenti domande d'interpellanze:

« I sottoscritti domandano d'interpellare il ministro del tesoro e il ministro d'agricoltura per sapere quali siano i motivi del ritardo della registrazione alla Corte dei conti dei decreti di istituzione delle scuole professionali femminili di Macomer e di Comiso e dei decreti di riordinamento delle scuole di arti e mestieri di Penne (Teramo) e di Ceramica di Grottaglie.

« Firmati: Grassi, Caruso, Chironi ».

« Il sottoscritto domanda d'interpellare il ministro dei lavori pubblici circa l'andamento dei lavori dell'Acquedotto pugliese.

« Firmato: Raffaele De Cesare ».

LUZZATTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Dichiarò che i suoi colleghi prenderanno le notizie opportune relative alle due domande d'interpellanza, e poi potrà esserne fissato il giorno per lo svolgimento.

Relazione della Commissione per la verifica dei titoli dei nuovi senatori.

BAVA-BECCARIS, relatore, riferisce sui titoli del senatore Manno barone Antonio e ne propone, a nome della Commissione unanime, la convalidazione.

DI PRAMPERO, ff. di relatore, a nome del senatore Melodia, riferisce sui titoli del senatore Ricci marchese Vincenzo e, a nome della Commissione unanime, ne propone la convalidazione.

Votazione a scrutinio segreto.

TAVERNA, segretario, procede all'appello nominale per la votazione a scrutinio segreto sulle proposte della Commissione per la verifica dei titoli dei nuovi senatori.

Chiusura di votazione.

PRESIDENTE. Dichiarò chiusa la votazione.
I senatori segretari fanno il computo dei voti.

Risultato di votazione.

PRESIDENTE. Dal computo dei voti essendo risultata convalidata la nomina dei senatori Manno e Ricci, li dichiara ammessi alla prestazione del giuramento.

Sorteggio degli uffici.

TAVERNA, segretario, procede al sorteggio degli uffici.
La seduta termina alle 17.30.

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Giovedì, 28 aprile 1910

Presidenza del presidente MARCORA.

DE AMICIS, segretario, legge il processo verbale della seduta del 21 marzo, che è approvato.

Comunicazioni del presidente.

PRESIDENTE, fa le seguenti comunicazioni:

Il ministro dell'interno ha trasmesso gli elenchi dei Regi decreti di scioglimento dei Consigli comunali e provinciali e proroga dei termini per la ricostituzione dei Consigli stessi, riferibilmente ai mesi di febbraio e marzo 1910.

Il ministro dei lavori pubblici ha trasmesso gli elenchi dei prelevamenti eseguiti dal fondo di riserva speciale delle bonifiche, e dei prelevamenti e trasporti di fondi e seguiti tra i capitoli di parte straordinaria del bilancio di quel Dicastero, durante il 3° trimestre dell'esercizio 1909-910.

La Corte dei conti ha partecipato che nel mese di marzo passato e nella 1^a quindicina del corrente aprile non fu eseguita alcuna registrazione con riserva.

Il ministro del tesoro ha trasmesso gli elenchi delle giustificazioni e dei compensi concessi a funzionari dello Stato durante l'esercizio finanziario 1908-909.

Ha pure trasmesso per l'esercizio stesso gli elenchi dei contratti stipulati dal ministro della guerra con ditte fornitrici.

La Commissione di inchiesta per la pubblica istruzione ha trasmesso copie delle tre relazioni la prima sui servizi della pubblica istruzione, la seconda sulle biblioteche e la terza sui ricorsi, denunce, istanze, ecc., ad essa presentate.

Il ministro di grazia e giustizia ha trasmesso le domande di autorizzazione a procedere contro:

il deputato Leali, per convenzione al regolamento di polizia stradale;

il deputato Torlonia, per contravvenzione al regolamento di igiene della città di Roma;

il deputato Ruspoli, per diffamazione continuata.

Sono state presentate due proposte di legge dal deputato Leone, due dal deputato Gallini Carlo, una dal deputato Ciccotti e una dal deputato Caetani.

Completamento della Giunta delle elezioni.

PRESIDENTE chiama gli onorevoli Dari, Del Balzo e Ferrarini a far parte della Giunta delle elezioni in luogo degli onorevoli Fani, Vicini e Guarracino.

Dimissioni del deputato Tanari.

PRESIDENTE annuncia che l'onorevole deputato Tanari insiste nelle sue dimissioni.

(Sono accettate).

Dichiara vacante il collegio di Bologna 1°.

Comunicazioni del presidente.

PRESIDENTE annuncia le dimissioni del Ministero presieduto dall'onorevole Sonnino, la nomina dei nuovi ministri e sottosegretari di Stato, e la nomina a senatore dell'onorevole ministro della marina, Leonardi-Cattolica.

Comunicazioni del Governo.

LUZZATTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno, fa le dichiarazioni del Governo nel testo identico riferito nel resoconto del Senato del Regno.

Presentazione di disegni di legge.

LUZZATTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno, presenta i seguenti disegni di legge:

Provvedimenti per le case popolari o economiche e per agevolare la costruzione ed il trasferimento di proprietà di altri edifici ad uso di abitazione.

Provvedimenti per la formazione e conservazione della piccola proprietà rustica e per il bene di famiglia.

SACCHI, ministro dei lavori pubblici, presenta il disegno di legge: Concessione della ferrovia di Basilicata e di Calabria all'industria privata.

FACTA, ministro delle finanze, presenta i seguenti disegni di legge:

Correzione di un errore di stampa nella legge per i ruoli organici dei laboratori chimici delle gabelle.

Modificazioni dei ruoli organici del personale del catasto dei servizi tecnici di finanza e dei canali Cavour.

Conversione in legge di un R. decreto, che modifica il prezzo di alcuni prodotti del monopolio dei tabacchi.

Concorso dello Stato per l'iscrizione del personale sussidiario degli uffici del registro e di quelli delle ipoteche alle assicurazioni.

popolari di rendite vitalizie della Cassa nazionale di previdenza per gli operai.

RAINERI, ministro d'agricoltura, industria e commercio, presenta i seguenti disegni di legge:

Provvedimenti per estendere il bonificamento e la colonizzazione dell'Agro romano.

Studio di provvedimenti per promuovere l'irrigazione.

FANI, ministro di grazia, giustizia e culti, presenta i seguenti disegni di legge:

Ordinamento della carriera degli uscieri presso gli uffici giudiziari ed iscrizione dei medesimi alla Cassa nazionale di previdenza.

Modificazioni alle disposizioni di legge concernenti gli ufficiali giudiziari.

Riordinamento del casellario centrale giudiziario e degli uffici della statistica giudiziaria e notarile.

LEONARDI CATTOLICA, ministro della marina, presenta il disegno di legge: Convenzione per i servizi postali e commerciali marittimi.

SPINGARDI, ministro della guerra, presenta i seguenti disegni di legge:

Vendita all'Amministrazione provinciale di Brescia della caserma Pietro Boifava in detta città.

Modificazione al testo unico delle leggi sugli stipendi e assegni fissi del R. esercito.

Amministrazione e contabilità dei corpi, Istituti e stabilimenti militari.

Chiamate di controllo ed obblighi di servizio dei militari in congedo del R. esercito.

Modificazioni al testo unico delle leggi di ordinamento del Regio esercito o dei servizi dipendenti dall'Amministrazione della guerra nella parte riguardante i personali amministrativi.

(La seduta è sospesa alle 15.20 e ripresa alle 17.10).

Giuramenti.

LARIZZA, VALENZANI, SIMONCELLI, giurano.

Discussione sulle comunicazioni del Governo.

CARBONI VINCENZO, rileva che la risoluzione della crisi e la composizione del Ministero rappresentano il perpetuarsi di un equivoco parlamentare, piuttosto che una manifestazione della coscienza politica del paese (Rumori — Commenti).

Lamenta che, con questi metodi, si snaturi l'indole degli ordinamenti rappresentativi, in quanto si confondono frazioni e gruppi, che hanno diversa origine e diverse tendenze, ma non possono costituire una compagine salda ed organica (Rumori).

Data la costituzione del Gabinetto, i singoli ministri si troveranno in esso nella condizione di carcerieri reciproci e di reciproci prigionieri.

In questa lotta di prevalenza non riusciranno certamente vincitori i rappresentanti della parte radicale, che rimarranno diminuiti di autorità nella Camera e nel paese.

Il paese, il Parlamento vogliono la concentrazione delle sinistre. È dolente che il presente Ministero sia sorto ad ostacolare un tale salutare movimento.

E trova pure illogico che il presente Ministero, il quale dovrebbe seguire una via diversa da quella del precedente, abbia a capo chi del precedente fu massima parte.

Di qui la singolare conseguenza che l'on. Luzzatti, il quale già approvava pienamente il progetto Bettolo sulle convenzioni marittime, ora lo abbandona e cerca di addossare ad una Commissione la responsabilità della soluzione del gravissimo problema (Interruzioni dell'on. Luzzatti).

Conclude affermando che o non doveva morire il Ministero Sonnino, di cui era tanta parte l'on. Luzzatti, o non poteva ora risorgere l'on. Luzzatti.

Tutto ciò è indice di una vera e propria degenerazione della fun-

zione parlamentare. E l'oratore fa voti che si ritorni alle buone e sane tradizioni e che allo avvicinarsi degli uomini e dei gruppi si sostituisca la feconda competizione delle idee e dei principi politici. (Approvazioni).

GIRARDINI, rileva che il fatto più caratteristico di Ministero è la partecipazione al potere del partito radicale. Si tratta di un esperimento che, se fallisse, avrebbe un grande contraccolpo sulla posizione di tutti indistintamente i partiti democratici e popolari del paese.

Ora l'oratore nota che la maggioranza che sostiene l'attuale Ministero è quella stessa che fu per tanto tempo fedele all'on. Giolitti. Tanto è vero che il Ministero Sonnino fu sempre in minoranza e visse brevemente in balia dell'antica maggioranza.

Così essendo, l'oratore chiede perchè si voglia formare una maggioranza fittizia cercando nella minoranza gli uomini cui affidare il potere; e afferma che ciò avviene perchè questa maggioranza parlamentare non ha con sé la maggioranza del paese. (Commenti — Interruzioni).

Da una situazione siffatta v'è una sola uscita: l'appello agli elettori. Invece nella situazione presente il Ministero Luzzatti e la stessa partecipazione dei radicali al Governo rappresentano la perpetuazione di un equivoco.

Ricorda che l'on. Giolitti, tornato dopo molti anni al potere con l'on. Zanardelli, si dimostrò dapprima, forse per l'influenza di questo grande parlamentare, schiettamente democratico: ma poi, dimenticando le sue origini, cercò ed ottenne l'alleanza clericomoderata, e così si ebbe l'attuale maggioranza multiforme nelle sue origini, ma unita nel proposito di arrestare il cammino della democrazia.

Di qui la cessazione di ogni rappresentanza di idee, di ogni vita di principi ed il dominio permanente dell'equivoco.

Il Ministero Giolitti cadde perchè così volle il paese. Trattavasi ora di riaffermare il Governo ed eludere la rivolta dell'opinione pubblica.

E questa è la genesi del presente Ministero, nel quale i rappresentanti del partito radicale hanno appunto la funzione di illudere e tenere a bada la democrazia.

È inutile sperare che la maggioranza dell'on. Giolitti, formata di clericomoderati e di deputati prefettizi, possa tendere sinceramente la mano alla parte radicale; ed è quindi ragionevole il timore che questa rimanga da quella assorbita e sommersa.

Della situazione presente è indice il contrasto che vi fu per il portafogli dell'interno, contrasto che fu definito con l'assunzione dell'on. Calissano al sottosegretario per l'interno, a significare che l'indirizzo politico-amministrativo sarà sempre quello seguito dall'on. Giolitti.

Afferma la necessità di liberare il paese dall'accentramento e dalla corruzione amministrativa. Qui la questione politica assurge a questione morale. Epperò tanto più grave è il passo fatto dai radicali, accettando certe alleanze, inscindibili da certe responsabilità.

Indice della situazione è anche il programma dell'on. Luzzatti, assai meno ricco di iniziative di quello dell'on. Sonnino.

Soprattutto è notevole che sia stata abbandonata la provvida iniziativa della riforma tributaria.

Circa poi alle convenzioni marittime, il Ministero Luzzatti sfugge alla soluzione dell'importante problema.

Nè l'oratore può compiacersi dell'annunziata creazione di un nuovo Ministero delle comunicazioni.

Quanto alla parte più specialmente politica, nota che il presente Ministero ha evitato persino le parole che potessero fare adombrare la parte clericomoderata. Certo è che in nessuno degli annunziati provvedimenti si ravvisa l'impronta della presenza del partito radicale al Governo.

Timida e inconcludente è la riforma elettorale annunziata: certamente essa, aumentando gli elettori delle campagne, contribuirà ad aumentare in Parlamento le forze clericomoderate.

Quanto alla proposta di rendere elettiva la presidenza del Senato, essa non può avere nè significato, nè effetto politico di sorta.

In sostanza, conclude l'oratore, si vivrà ancora come si è vissuti da cinque anni a questa parte, e si continuerà sempre così finchè non si avrà il coraggio di interrogare sinceramente il paese.

L'oratore, che entrò molti anni or sono nel partito radicale e che fu di questo un milite fedele, ha oggi per la prima volta il dolore di separarsi dai suoi amici, oggi precisamente che essi portano in mano le insegne della potestà ministeriale. (Vive approvazioni — Commenti).

MURRI (segna d'attenzione), nota che nel programma ministeriale vi sono alcune ottime cose, che appartengono al Ministero precedente; ve ne sono altre che, come la riforma elettorale, si presentano per ora in un aspetto vago e nebuloso.

Ma l'oratore si intrattiene sulla questione della politica ecclesiastica, e chiede all'on. Luzzatti se veramente egli intenda ritornare al coraggioso programma ed alle fiere attitudini della vecchia Destra; attitudini da trent'anni per bigottismo o per scetticismo abbandonate.

Il problema religioso si è nuovamente imposto alla coscienza del paese, e lo Stato non può, di fronte a questo problema, continuare nella politica dell'assenteismo (Interruzione dell'onorevole presidente del Consiglio).

L'on. Luzzatti avrebbe dovuto passare attraverso ai vari gruppi parlamentari, attingere le sue forze alle vive fonti della coscienza del paese, e trarre da questa la ragione di una razionale e feconda distinzione di partiti.

Sotto questo punto di vista il Ministero Luzzatti rappresenta un passo indietro di fronte al Ministero Sonnino. Un accenno di un ritorno alla sincerità si ebbe quando, appunto sulla questione della politica ecclesiastica, parve si addivenisse ad una precisa e sincera divisione dei partiti.

Ma fu vana speranza, e si ritornò a quel regime di espedienti, di sotterfugi e di compromessi, del quale l'on. Giolitti è il semplice esponente, ma la cui responsabilità grava sul paese piombato nel più assoluto scetticismo.

A questo scetticismo bisogna contrapporre l'ideale: quell'ideale di libertà, di democrazia, di progresso civile che ha permesso all'Italia di risorgere a nazione.

Afferma che vi sono in questa Camera almeno duecento deputati che amano vivere nell'equivoco (Rumori — Vivaci interruzioni del deputato Faelli).

PRESIDENTE, on. Murri, si astenga da giudizi collettivi, che possono essere, essi stessi, un equivoco (Approvazioni).

MURRI, ha inteso semplicemente dire che molti deputati hanno interesse che non si ponga nettamente in quest'aula la questione clericale, per timore di perdere appoggi elettorali basati sull'equivoco e sul compromesso (Vive approvazioni a sinistra).

L'oratore dichiara che egli vuole democratizzare la chiesa; vuole che cessi quel privilegio canonico della chiesa, che è penetrato nello Stato ed è venuto a turbarne l'esistenza.

Questa reminiscenza del medio evo deve cessare. Lo Stato deve essere sovrano, al disopra di tutte le associazioni, anche delle associazioni religiose, che devono ricevere le loro leggi soltanto dallo Stato (Commenti — Approvazioni).

E coloro che vogliono la Chiesa così come è, sono mossi soltanto dall'interesse di clientele elettorali e di politica preponderante. Uno Stato, che riconosce ufficialmente una Chiesa, ne amministra i beni, e lascia poi che essa si atteggi ad organismo politico ed elettorale, non ha ancora conquistata pienamente la propria libertà civile.

La questione è altissima, perchè interessa l'animo e lo spirito della nazione. Ecco perchè il pensiero laico è il presupposto del pensiero democratico.

La questione dell'insegnamento religioso, del divorzio ed altre simili non sono che manifestazioni di tendenze dei partiti e occasioni per misurarne le forze. La grossa questione, che conviene af-

frontare una buona volta, dopo trent'anni di promesse, è quella della proprietà ecclesiastica (Approvazioni — Commenti).

In tal modo lo Stato potrà risolvere il problema di conciliare il rispetto a tutte le opinioni religiose, colla neutralità di fronte a tutte le Chiese. Questo l'oratore attendeva dall'on. Luzzatti, profondo studioso di questi problemi.

E vuole ancora sperare che l'onorevole Luzzatti trovi nella sua coscienza di uomo politico e di scienziato il coraggio di affrontare e risolvere l'arduo problema.

In questa speranza voterà per l'esercizio provvisorio del presente Ministero. (Si ride — Commenti prolungati — Approvazioni — Congratulazioni).

FAELLI, per fatto personale, rilevando una allusione dell'onorevole Murri, nega con vivaci parole di essere mai addivenuto ad alcun compromesso elettorale coi clericali del suo collegio (Rumori — Commenti).

MURRI, senza rilevare le parole offensive dell'on. Faelli, constata che questi consegnò al vescovo di Parma le sue convinzioni anticlericali (Si ride — Approvazioni a sinistra — Commenti).

Presentazione di note di variazioni a vari bilanci.

TEDESCO, ministro del tesoro, presenta alcune note di variazione agli stati di previsione dei ministeri del tesoro, marina, guerra, grazia e giustizia, finanza, agricoltura e commercio, affari esteri per l'esercizio 1910-1911.

Interrogazioni e interpellanze.

CAMERINI, segretario, ne dà lettura.

« Il sottoscritto chiede di interrogare il presidente del Consiglio, ministro dell'interno, per sapere se non sia il caso di accordare in via di esperimento dal 1° luglio prossimo venturo sino a tutto l'anno 1911, l'orario continuativo agli impiegati residenti in Roma nel duplice intento di rendere meno disagiata le condizioni di vita nella capitale durante l'Esposizione, e di provare se l'orario continuato sia più produttivo e se possa effettivamente risolversi in una economia per lo Stato.

« Longo ».

« Il sottoscritto chiede di interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere se creda conveniente lasciare ancora per altro tempo priva del suo titolare la sezione V del genio civile in Campobasso.

« Cannavina ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'interno per sapere se e quali provvedimenti intende adottare perchè cessi una buona volta la deficienza di personale presso la prefettura di Campobasso.

« Cannavina ».

« Il sottoscritto chiede di interrogare il ministro delle finanze per sapere se creda conveniente ritardare ancora la nomina del vice intendente, di due primi segretari e dell'archivista presso la Intendenza di finanza di Campobasso.

« Cannavina ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'istruzione pubblica per sapere se creda conveniente ritardare ancora la nomina dei professori titolari di fisiologia e di fisica presso il liceo-ginnasio M. Pagano in Campobasso.

« Cannavina ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di grazia e giustizia per sapere se i numerosi procedimenti giudiziari per corruzione elettorale avviati contro i partigiani del deputato Ruspoli s'intendano estinti per il fatto dell'avvenuta convalidazione del deputato nel cui interesse la corruzione fu operata.

« Morgari ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro degli affari esteri per conoscere se e quali provvedimenti intenda di prendere in seguito alle risultanze del processo iniziato dal signor maggiore Di Giorgio e riguardante la Somalia Italiana.

« Roberto Gelli ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di agricoltura, industria e commercio per sapere se non creda conveniente sollecitare la convocazione del Comitato permanente della pesca per decidere l'aggiudicazione dei premi per l'ultimo concorso a favore delle cooperative pescatori.

« Beltrami ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere se non creda giunto il momento di accogliere le ripetute vivissime istanze della popolazione di Carveteri, stabilendo una fermata sulla linea ferroviaria Roma-Civitavecchia al casello n. 53.

« Calisse ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle finanze per conoscere se, anche nel pubblico interesse, egli intenda porre fine, con provvedimenti radicali e solleciti, alle tristi condizioni del personale sussidiario degli uffici ipotecari ed alle anormali condizioni degli uffici stessi.

« De Felice-Giuffrida ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere il perchè non siasi ancora provveduto al progettato sottopassaggio nella stazione internazionale di Luino in mancanza del quale gli impiegati doganali e ferroviari sono continuamente costretti, per ragioni di servizio, ad attraversare i binari con pericolo della propria vita, come da dolorosi casi già avvenuti.

« Lucchini ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle poste e dei telegrafi per conoscere le ragioni che fanno ritardare i reclamati provvedimenti per gli uffici postali della stazione internazionale di Luino che, affatto insufficienti ai servizi di posta e di dogana, in continuo aumento, sono in urto stridente a quelle elementari norme di igiene e di sicurezza che altri sono tenuti ad osservare per lavoro dei propri dipendenti.

« Lucchini ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare i ministri dell'istruzione pubblica e dell'agricoltura, industria e commercio per sapere se intendano modificare l'art. 51 del regolamento per gli esami nelle scuole medi approvate con R. decreto 13 ottobre 1904, n. 598; in modo che gli alunni licenziati dalle RR. scuole di arti e mestieri del Regno possano accedere, con esame d'integramento, oltre che alla prima classe dell'Istituto tecnico, anche alla prima classe della scuola normale.

« Cascino ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare i ministri dell'interno e dei lavori pubblici, per sapere se intendano risarcire, sia pure in parte, gli enormi danni prodotti, specie per ritardate opere di difesa, e per inesplorabile indolenza dell'Amministrazione ferroviaria, dalle piene dell'Ofanto e del Cervaro e se vogliano dare opera a che non sia più oltre trascurata la sistemazione dei fiumi e dei torrenti in Puglia.

« Cotugno ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici sui provvedimenti a prendere per il fiume Fortore, dopo il disastro avvenuto al ponte sul Fortore (linea Foggia-Ancona), e sui ritardi che subisce la pratica per l'iscrizione del fiume Fortore tra le opere idrauliche di terza categoria.

« Zaccagnino ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici, per sapere quando saranno presentati i provvedimenti opportuni per colmare le cave di prestito intorno alle linee ferroviarie, e se non sia il caso di provvedere d'urgenza alle cave di prestito della stazione ferroviaria di Apricena, dato il fatto che si potrebbe colà riparare con pochissima spesa e con rilevante vantaggio dell'igiene e della stessa Amministrazione dello Stato.

« Zaccagnino ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle poste e dei telegrafi sulle ragioni per le quali ad oltre cinquanta impiegati postali dell'ufficio di Palermo (Ferrovia) non è stato corrisposto an-

cora il compenso per il servizio straordinario prestato nei mesi di aprile, maggio e giugno 1909, e ciò dopo un anno che detto servizio fu prestato e dopo circa tre mesi che il Ministero promise di pagare le relative indennità.

« Pecoraro ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle finanze per sapere se è vero e perchè si vogliono istituire tre nuovi spacci all'ingrosso di privative nel circondario di Lagonegro, due dei quali in Comuni assai vicini tra loro, mentre vaste estensioni della provincia di Potenza e dello stesso circondario sono prive di simili spacci.

« Dagosto ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'interno per conoscere se debbansi ritenere valide le deliberazioni prese clandestinamente in sede contenziosa dalla Giunta provinciale amministrativa di Messina e se debba ammettersi siffatta procedura.

« Colonna Di Cesarò ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il presidente del Consiglio o il ministro di grazia e giustizia per sapere se mentre il Parlamento studia la riforma della legislazione in materia di diffamazione col mezzo della stampa (universalmente riconosciuta in aperta contraddizione coi fini civili della pubblica censura e del pubblico controllo) non credano di proporre una amnistia riparatrice per i numerosi condannati pel detto reato e se a ciò non si credano spinti sia dalla impunità accordata dalla Camera ai suoi componenti, condannati per lo stesso reato, sia dalle manifestazioni del corpo elettorale, delle quali il più recente esempio è dato dalla votazione del tre aprile nel IV collegio di Torino.

« Musatti ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di agricoltura, industria e commercio per conoscere se intenda provvedere, perchè cessi lo sfruttamento della pesca a strascico sulla spiaggia di Cantanzaro Marina, la quale danneggia ogni risorsa di quei lavoratori del mare, arrecando alla produzione le più disastrose conseguenze.

« Antonio Casolini ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro degli affari esteri, per sapere se sia vera la notizia di un incarico conferito al signor G. M. Cardinale di Napoli, per ispezioni alle scuole italiane in America, e, in caso affermativo, quali titoli possieda detto signore per affidare lo Stato che l'ispezione possa corrispondere ai criteri scolpiti nel disegno di legge Tittoni sulle scuole italiane all'estero e negli emendamenti della Commissione parlamentare concordati col ministro del tempo.

« Cabrini ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'interno, per sapere se e in quali forme intenda premiare i valorosi che si distinsero nel salvataggio dei minatori sepolti vivi dalla frana del 25 gennaio ultimo scorso, in Buggerru.

« Cabrini ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di grazia e giustizia, per sapere se intenda mantenere il disegno di legge presentato dal suo predecessore allo scopo di migliorare le misere condizioni degli alunni di cancelleria.

« Gesualdo Libertini ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'interno per sapere se sia vero quanto i giornali romani pubblicano; e cioè: che il prefetto di Roma ha ricevuto in colloquio quel signor Valenzani che recentemente ebbe a dimettersi dall'amministrazione del collegio Nazzareno; e che il delegato Conti - già tristemente famoso per le precedenti elezioni - sarà mandato nuovamente in missione elettorale a Palestrina. Tali domande perchè si sappia chiaramente se l'attuale Governo intende seguire quei metodi elettorali che hanno corrotto e disonorato il nostro paese.

« Podrecca ».

« Il sottoscritto chiede di interrogare il ministro della pubblica istruzione per conoscere gli intendimenti in ordine al desiderio dei segretari comunali di venire ammessi a frequentare presso le Università del Regno i corsi di diritto amministrativo e scienza

delle finanze, con facoltà di presentarsi agli esami relativi, e, superandoli, di ottenere speciale diploma.

« Degli Occhi ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'istruzione pubblica per sapere se egli giudica veramente e degnamente rappresentativo dell'arte italiana contemporanea il complesso delle opere scelte dalle Commissioni governative per essere inviate all'Esposizione internazionale di Bruxelles; e se non creda necessario di provvedere prontamente a disciplinar meglio la nomina e la funzione delle Giurie artistiche ad evitare in avvenire odiosi esclusivismi e vendette personali dannose al decoro dell'arte e agli interessi degli artisti.

« Marangoni ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di grazia e giustizia per sapere se intenda mantenere i propositi del cessato guardasigilli sulla rappresentazione del progetto della riforma della legge notarile e, nel caso affermativo, per conoscere quali provvedimenti creda adottare per venire in aiuto delle sorti poco liete dei notai delle ~~sole~~, completamente dimenticati nelle progettate riforme.

« Rienzi ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle finanze per sapere se e quando intenda provvedere all'aumento dell'aggio ai rivenditori, e dell'indennità di trasporto dei generi di privativa.

« Richard ».

« I sottoscritti chiedono d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per conoscere a qual punto si trovino i lavori di raddoppio dei binari e di trasformazione della trazione sulla linea Torino-Modane e per sapere quali siano i suoi propositi perchè la linea del Cenisio possa, nell'occasione della prossima esposizione, e permanentemente poi, provvedere agli accresciuti bisogni del traffico internazionale.

« Giulio Casalini, Nofri ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle poste e dei telegrafi per conoscere come e quando egli intenda risolvere la vecchia e dolorosa questione della sistemazione dei portalettere rurali, reclamata dalle più evidenti considerazioni di umanità.

« Di Bagno ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere se e quando intenda portare la linea Torino-Modane alla sua massima potenzialità mediante il raddoppio del binario, anche nel tratto Bussoleno-Salbertrand, e se non creda conveniente ed urgente abbreviare intanto la durata del percorso dei treni diretti Roma-Modane-Parigi con opportuni aumenti di velocità.

« Richard ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere se sia a sua cognizione, che nella prima ed unica costruzione stabile eseguita fin qui da parte dello Stato, nei luoghi colpiti dal terremoto, non sono state osservate le norme tecniche rese obbligatorie dalla legge per la costruzione degli edifici pubblici e privati nei luoghi medesimi; e se, essendo a cognizione di tale fatto, che ha provocato una contravvenzione da parte della competente autorità, e che costituisce, in ogni modo, un deplorabile esempio di inosservanza delle leggi, dato dalle stesse pubbliche Amministrazioni, abbia provveduto od intenda provvedere perchè il fatto medesimo non abbia a ripetersi in avvenire.

« Nava ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per conoscere quando cominceranno i lavori di sistemazione della stazione di Condova, lo studio essendosi ormai completato da tempo ed essendone sempre più sentita l'urgenza stante lo stato indecoroso dell'attuale stazione ed il suo sempre crescente traffico.

« Richard ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per conoscere le ragioni del ritardo ingiustificabile all'inizio dei lavori urgenti lungo gli argini del fiume Arno, presso Montelupo Fiorentino; lavori che toglierebbero i gravissimi danni che ad ogni piccola piena del fiume risentono gli abitanti rivieraschi.

« Incontri ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici, sulla convenienza di riprendere e condurre alacremente a fine gli studi diretti a togliere il grave incomodo che alla circolazione della città di Ancona arreca il passaggio a livello in prossimità della stazione ferroviaria sull'unica via di accesso; e ciò particolarmente in vista di deviazioni che accennano a ripetersi in quel punto che si trova in discesa ed in curva.

« Pacetti ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici, per sapere se nella sistemazione iniziata della stazione di Ferrara verrà provveduto a togliere l'inconveniente dei treni di Copparo da oltre un anno fermati lontani dalla tettoia con non poco disagio dei viaggiatori.

« Marangoni ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle poste e dei telegrafi, per sapere se abbia concretato i provvedimenti necessari per mantenere l'impegno assunto dal suo predecessore, nella tornata 23 febbraio ultimo scorso, con l'accettazione dell'ordine del giorno presentato dal sottoscritto in unione con altri colleghi, e concernente il miglioramento economico degli agenti rurali e dei ricevitori di terza classe.

« Fusinato ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro degli affari esteri, per sapere se, data la numerosa colonia addetta ai lavori per il traforo del Loetschberg in Svizzera, non intenda istituire colà un vice console, come si fece in Briga all'epoca del traforo del Sempione.

« Beltrami ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle finanze, sui fantastici accertamenti dell'agente delle imposte di Asiago, che hanno provocato le più vive proteste di tutti quei contribuenti e le dimissioni della Commissione mandamentale.

« Brunialti ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici, per sapere come sarà provveduto alle comunicazioni ferroviarie di Pisa con la massima parte dei Comuni della sua Provincia dopo che sarà aperta al pubblico esercizio la ferrovia Livorno-Vada.

« Emilio Bianchi ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'istruzione pubblica per conoscere le ragioni per le quali il R. ispettore scolastico di Velletri si rifiuta di consegnare il certificato di superato esame elettorale a 55 cittadini di Artena, dopo che l'accusa di aver falsato i risultati di tale esame, fatta dall'ispettore medesimo al maestro Mammucari, presidente della Commissione esaminatrice, è stata ritenuta infondata dal Consiglio scolastico provinciale nella sua adunanza del 3 dicembre 1909.

« Ivano Bonomi ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di grazia e giustizia per sapere il motivo per cui, mentre a Reggio Calabria con la presenza di un ispettore superiore del Ministero è quasi ultimata la costruzione dell'aula per la Corte di assise, si stanno trattando le cause di Reggio a Gerace, dove mancano i giurati ordinari e dove con grave disagio e dispendio delle parti e con distrazione dai difensori eletti locali, i giudicabili vengono obbligati a difendersi in fretta e furia senza tutte le garanzie della difesa.

« Camagna ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare i ministri della marina, delle poste e dei telegrafi e dei lavori pubblici per sapere se e come funzionerà al 1° luglio prossimo venturo il servizio di Stato dei piroscafi previsto dalla legge del 1908 fra Civitavecchia, Golfo Aranci e Terranova e Golfo Aranci e Maddalena.

« Pala ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'istruzione pubblica sulla opportunità di procedere agli scavi delle navi di Tiberio al lago di Nemi, le quali rappresentano l'arte e i costumi dell'antica civiltà di Roma.

« Mazza ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere se finalmente sia giunta l'ora per appaltare i lavori della strada Albò alla nazionale prevista dalla legge sulle Calabrie.

« Colosimo ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici sul tratto di strada da Consenti verso Decollatura, previsto dalla legge sulla Calabria e non mai costruito.

« Colosimo ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'istruzione pubblica per sapere se non intenda restituire agli attuali assistenti delle scuole di agraria (ed eventualmente di altre scuole universitarie) che precedentemente alla legge sulla pubblica istruzione del 1909 avevano il titolo di aiuto, la loro antica qualifica conservata *ad personam* secondo le formali assicurazioni date dal ministro della pubblica istruzione nella seduta del 9 luglio 1909.

« Queirolo ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per conoscere se intenda provvedere perchè al più presto si addivenga ad una più razionale classificazione della stazione centrale di Pisa, sia nei riguardi della durata del lavoro eccessivamente gravosa, imposta al personale con grave pericolo della sicurezza dell'esercizio; sia nel riguardo del premio delle varie gestioni, risultando l'attuale classifica di « terza categoria » del tutto ingiustificata e non in relazione alla potenzialità del traffico locale e di transito delle merci e bagagli ed al movimento dei viaggiatori che si verifica nella suddetta stazione centrale.

« Queirolo ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il presidente del Consiglio dei ministri ed il ministro del tesoro, per sapere se intendano proporre una speciale e temporanea indennità a favore degli impiegati dello Stato residenti in Roma ed in Torino, durante il 1911, nei limiti e con le norme adottate per l'Esposizione di Milano con la legge del 21 giugno 1906.

« Fortunati ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle poste e dei telegrafi sulla sospensione della messa in opera degli apparecchi telefonici ai privati che a Catanzaro ne hanno fatto richiesta.

« Antonio Casolini ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il presidente del Consiglio, per sapere se e quali provvedimenti intenda adottare il Governo per risolvere il gravissimo problema edilizio in vista delle generali agitazioni cui dà luogo l'allarmante rincaro delle pigioni ed in seguito ai voti espressi nel comizio, tenutosi in Bari il 19 corrente.

« Lembo ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle finanze per conoscere le ragioni del ritardo nella istituzione a Sassari del magazzino di vendita dei tabacchi, con annessa sezione di magazzino di deposito.

« Abozzi ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per conoscere se saranno eseguiti, e quando, i lavori necessari per ampliare e sistemare le stazioni ferroviarie di Acquaviva Platani e di Campofranco, le quali non corrispondono più alle cresciute esigenze del traffico.

« Vaccaro ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di grazia e giustizia per sapere per quali occulti motivi venga ritardato il corso dell'istruttoria iniziale contro i preti e i clericali di Floridia per la selvaggia aggressione di cui fu vittima il pastore evangelico di quella città; e perchè non si sia proceduto contro gli autori di aggressioni simili compiutesi a danno del pastore evangelico di Noto, ingenerando per tal modo la persuasione che il Governo non voglia rispettata la libertà di culto.

« Podrecca ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle finanze per sapere se nel presentare il progetto di sistemazione degli avventizi

catastali, intenda assicurare, come di ragione, la preferenza a quelli che hanno maggiore anzianità e titoli di studi, quali la licenza ginnasiale, la licenza tecnica, ecc.

« Ciccotti ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare i ministri delle finanze e dell'interno, sulla esclusione dei comuni del mandamento di Chiavalle Centrale dall'elenco dei danneggiati dal terremoto del 1908, che dalle verifiche risultarono avere riportato danni in proporzioni maggiori e più gravi di molti comuni inclusi.

« Staglianò ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro del tesoro, per sapere quali provvedimenti intenda prendere affinché siano accettate le monetine da centesimi 20 che presentemente vengono rifiutate dagli uffici governativi.

« Leali ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro della pubblica istruzione, per sapere se creda opportuno ed urgente di dare all'amministrazione degli scavi di Pompei un'assoluta autonomia amministrativa, e ciò per assicurare agli scavi stessi quell'incremento che è vivo desiderio di tutti.

« Alfredo Capece-Minutolo ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro del tesoro, per sapere quali provvedimenti larghi e non transitori intenda adottare a Torino in particolare ed a tutto il paese in genere per assicurare il beneficio di una circolazione monetaria rispondente agli accresciuti bisogni delle nostre varie attività economiche.

« Giulio Casolini ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il presidente del Consiglio, per sapere se non creda opportuno di aggiungere ai provvedimenti d'ordine economico che lo Stato intenda prendere per il periodo delle feste commemorative del 1911, una disposizione legislativa la quale interdice per l'anno 1911 l'aumento, sotto qualsiasi forma, delle pigioni tanto a Roma che a Torino.

« Merlani ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'interno per sapere se non creda sia il caso di provvedimenti energici per richiamare la pubblica sicurezza ad una più cauta e prudente manifestazione della sua attività di collaborazione giornalistica, massime trattandosi di asseriti arresti da eseguirsi e che non potevano essere eseguiti.

« Viazzi ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle poste e dei telegrafi, per sapere se non creda necessaria la pubblicazione di precise e determinate istruzioni, indispensabili per la esecuzione pratica di ciascuno dei molteplici servizi dell'amministrazione postelegrafica, la quale ora, per mancanza di tali istruzioni, assai malamente funziona.

« Bolognese ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici, per sapere, in base a quali criteri morali ed industriali la Direzione generale delle ferrovie, abbia creduto di dovere limitare ai soli abitanti del comune di Roccasecca, il beneficio del biglietto d'irradiazione per le zone Roccasecca-Napoli-Roma, Roccasecca-Avezzano e Sparanise-Gaeta.

« Buonanno ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di grazia e giustizia sulla sorte del disegno di legge riguardante le ferie giudiziarie.

« Merlani ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici sulle condizioni statiche della stazione ferroviaria di Gerace Marina dopo il terremoto del 28 dicembre 1908, e sulla convenienza, anche per far cessare l'agitazione ivi esistente, di diroccare l'attuale pericolante fabbricato, costruendone uno di pianta, in modo da soddisfare anche le aumentate esigenze dei viaggiatori e del traffico.

« Scaglione ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici sulla convenienza e necessità di far proseguire sino a Reggio Calabria il treno omnibus n. 3761 che attualmente cessa a Rocchetta Jonica, onde i viaggiatori che debbono percorrere la linea jonica avessero coincidenza col treno diretto che viene da Napoli ed anche un treno comodo per recarsi al capoluogo del circondario ed a quello dell' Provincia. »

« Scaglione ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle finanze per sapere se, in seguito alle verifiche eseguite, intenda includere nello elenco dei Comuni danneggiati dal terremoto 1903, quelli della provincia di Catanzaro che invocano da gran tempo tale provvedimento. »

« Colosimo ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare i ministri degli affari esteri e dell'agricoltura, industria e commercio, per sapere se e come intendano dare posizione stabile ai delegati commerciali addetti presso le nostre Regie rappresentanze diplomatiche e consolari all'estero. »

« Cipriani-Marinelli ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'agricoltura, industria e commercio, per conoscere come intenda applicare gli articoli 6 e 7 della legge 31 maggio 1904, per la costituzione del patrimonio dei Monti frumentari in Basilicata, relativamente alla concessione del grano che il Demanio dello Stato riscuote in quella Provincia a titolo di prestazione perpetua. »

« Materi ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle finanze, sui provvedimenti a prendersi per correggere, nella prossima applicazione del nuovo catasto in Basilicata, i criteri adottati per la determinazione del reddito della proprietà fondiaria, prima dell'applicazione del vincolo forestale, imposto dalla legge speciale del 31 maggio 1904. »

« Materi ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro del tesoro per sapere se - in seguito al sempre crescente lavoro nelle Delegazioni del tesoro per nuovi servizi e alle recenti disposizioni ministeriali estendenti anche agli ufficiali di Delegazione la facoltà di firmare ordini di pagamento, ecc. in luogo del delegato del tesoro - intenda sollecitamente presentare alla Camera il promesso o tanto atteso disegno di legge che provveda all'ampliamento della tabella organica di detti ufficiali, alla sistemazione di tutti quelli di classe tranfioria fuori ruolo, e alla determinazione di proporzionata percentuale dei posti fra classe e classe come nelle altre categorie. »

« Calamandrei ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di grazia e giustizia intorno alla eredità Dentale-Tedeschi, alla fondazione pia alla quale essa era destinata, per volontà de' testatori ed alla gestione di detta eredità, dal 1893 ad oggi. »

« Murri ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro della istruzione sullo scandaloso permesso per la esportazione di oggetti d'arte dal castello di Torrecchia (monumento nazionale); oggetti d'arte che l'autorità di pubblica sicurezza dovette poi sequestrare. »

« Faelli ».

« Il sottoscritto chiede di interrogare il ministro d'agricoltura, industria e commercio per sapere quali ragioni mossero il Governo a richiamare il cavalier Piredda da commissario nell'Università agraria di Corneto Tarquinia; e se non sia il caso di ristabilire energicamente lo stato di diritto ora violato in quella Università nei rapporti dei possessori delle cosiddette Lestre. »

« Viazzi ».

« I sottoscritti chiedono d'interrogare il presidente del Consiglio, il ministro della guerra e il ministro dei lavori pubblici per sapere se intendono presentare al Parlamento un disegno di legge che provveda alla costruzione delle linee ferroviarie Salice-Maniago-San Daniele e Vittorio-Ponte delle Alpi; linee che, con la Ostiglia-

Treviso, sono ormai riconosciute indispensabili alla difesa del confine orientale. »

« Chiaradia, Odorico, Ancona, Pagani-Cesa, Ellero, Francesco Rota, Gregorio Valle, Camerini ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'interno per sapere se, valendosi delle facoltà concesse al Governo del Re dall'art. 335 della legge comunale e provinciale, intenda provvedere alla sostituzione di sottoprefetture agli attuali commissariati distrettuali; raggiungendo così il triplice intento di completare finalmente l'unificazione amministrativa del Regno, rendere l'organismo degli uffici meglio rispondente ai cresciuti bisogni di centri importanti e cancellare una denominazione che offende i sentimenti di italianità delle popolazioni venete. »

« Chiaradia ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare i ministri di grazia e giustizia e della guerra, circa la partecipazione di funzionari loro ad un pubblico istromento in Andria, per la constatazione di un cosiddetto miracolo della Sacra Spina. »

« Eugenio Chiesa ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare il ministro degli affari esteri sui motivi che indussero il senatore Faina a dimettersi da delegato italiano e presidente dell'Istituto internazionale di agricoltura, e il Governo ad accettare quelle dimissioni. »

« De Novellis ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare i ministri dei lavori pubblici e degli affari esteri, sui ritardi che subisce l'elettrificazione del Ceniso, per le difficoltà frapposte dalla P. L. M., e se ad ovviarvi non reputino necessario affrettare la conferenza ferroviaria franco-italiana di Roma per la sistemazione completa di questa grande arteria internazionale. »

« Monti ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare il ministro dei lavori pubblici, sulla necessità di sollecitare l'applicazione della trazione elettrica alla ferrovia Lecco-Milano tante volte promessa dai suoi predecessori, e vivamente reclamata dalle popolazioni della Valtellina, della regione Lecchese e della Brianza, che sono danneggiate da tariffe fra le più esagerate che si conoscano, ed assai più alte di quelle vigenti sulle linee vicine Milano-Bergamo e Milano-Como. »

« Cermenati ».

« I sottoscritti chiedono d'interpellare il ministro degli affari esteri, per sapere: 1° quali pratiche il Governo italiano abbia fatto - dopo lo svolgimento dell'interpellanza 28 giugno 1909 - nel senso di difendere gli emigranti dall'applicazione delle ordinanze sulla carta di legittimazione in Prussia e in altri Stati della Germania; 2° se non ritenga opportuno giovare dell'Istituto dell'Alta Corte arbitrale dell'Aja per ottenere dalla Germania una politica sugli immigrati rispettosa del diritto delle genti. »

« Cabrini, Turati ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare il ministro dei lavori pubblici per conoscere quali provvedimenti intenda adottare per rendere i servizi delle comunicazioni nella e colla Sardegna celeri, coordinati, e rispondenti ai bisogni dell'isola. »

« Cao-Pinna ».

« I sottoscritti chiedono d'interpellare il ministro dell'interno, se e come intenda di organizzare i servizi di prevenzione e di estinzione degli incendi. »

« Ronchetti, Cermenati, Pini, Luzzatto A., Loero ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare il ministro dei lavori pubblici, sui servizi postali commerciali marittimi tra il continente e la Sardegna alla scadenza delle attuali convenzioni colla Navigazione generale italiana e sui modi coi quali intenda coordinare i nuovi servizi con quelli delle ferrovie sarde. »

« Pala ».

La seduta termina alle 19.15.

DIARIO ISTERO

La questione cretese è passata in seconda linea, per quanto si fosse annunciata coi prodromi allarmanti del preteso giuramento di fedeltà al Re di Grecia per parte dei nuovi deputati candiotti.

Il ministro Pichon, in Consiglio, ha dichiarato che le Potenze protettrici sono d'accordo sul da farsi nella questione cretese, pur non avendo specificato questo da farsi. E del resto la calma che è subito subentrata nella popolazione di Creta dopo l'annuncio della nuova eccitazione, lascia credere che l'intervento delle Potenze protettrici invocato dalla Turchia non avrà tampoco occasione di dimostrarsi.

E pertanto, se non fossero gli avvenimenti interni turco-albanesi, si potrebbe proprio dire che l'Europa attraversa un periodo della maggiore calma, imperochè nessun altro notevole fatto politico è argomento della stampa estera, la quale si occupa quasi esclusivamente della insurrezione albanese. Di questa riassumiamo alla spicciolata le notizie dalle fonti estere.

La maggior parte della stampa austriaca ritiene la situazione albanese molto grave, mantenendo i ribelli le loro posizioni sul Kacanik e cioè essendo padroni delle comunicazioni ferroviarie tra Uskub e Mitrovitz, tra l'Albania meridionale e quella settentrionale.

Questi vantaggi ottenuti dai ribelli sono attribuiti ad una deficienza del comandante in capo delle truppe, Scefkot Tourghut pascià, il quale non avrebbe pensato di occupare la catena montuosa attraverso la quale passa la ferrovia.

Notizie da fonte turca dicono che il Governo ottomano è perfettamente consapevole di tutte le difficoltà dell'impresa odierna, ed ha preso tutte le necessarie disposizioni per raggiungere il suo intento, cioè quello di risolvere una buona volta la questione albanese, mettendo fine alle rivolte periodiche che turbano quella regione.

Il *Correspondenz Bureau* ha da Salonico, 28:

La gola Kacanik è ancora occupata dai ribelli che hanno ricevuto rinforzi.

Gli arnauti permettono soltanto il servizio dei treni per la posta o per i viaggiatori.

Stante il piccolo numero di truppe che si trovano ad Ipek, una parte della popolazione ha fatto causa comune coi ribelli.

I combattimenti nei dintorni di Ipek continuano.

Il servizio d'approvvigionamento delle truppe è impedito.

Il *Vaterland* riceve da Uskub in data, 28:

Alcune navi da guerra turche sono comparse nel golfo di Valona nell'Adriatico. L'esercito turco d'operazione è concentrato a Lipijane.

Il numero degli albanesi insorti si fa ascendere a 20.000, tutti bene armati, comandati da Bolietinac e da Simer Enver. Gli albanesi cattolici sono al comando di Kol Noza. Si dice che anche un frate cattolico, padre Argilo, è uno dei capi dei ribelli. Gli albanesi sono benissimo disciplinati; invece le truppe turche mostrano una certa apatia.

Fra i ribelli si troverebbe tutti i maschi dai 17 ai 70 anni, che avrebbero giurato di non deporre le armi. A Diakovica 3 battaglioni di fanteria e 4 cannoni sono bloccati da circa 5000 albanesi.

Le notizie di fonte turca ufficiosamente accreditate nei seguenti telegrammi da Costantinopoli, 28, dicono:

Secondo notizie ufficiali da fonte turca è continuata ieri la concentrazione degli albanesi intorno ad Ipek e Djakova.

I Mirditi non partecipano all'insurrezione. I ribelli hanno tagliato le linee telegrafiche ed impediscono le comunicazioni ferroviarie fra Uskub e Mitrovitz.

Da Uskub e Verisovite sono partiti rinforzi di truppe per Katschanik, ove si trovano le forze principali dei ribelli.

Ieri non vi è stato alcuno scontro.

Secondo il *Sabah* è stato accordato ai ribelli il termine di dodici ore per sottomettersi.

Dopo il Consiglio dei ministri è stato ordinato a Torgut Pascià di attaccare gli 8 mila albanesi che occupano la gola di Kacanik.

Il movimento insurrezionale si è esteso in tutta l'Alta Albania.

Il *Correspondenz Bureau* sopra citato pubblica inoltre questo telegramma da Salonico, 28:

Un comunicato ufficiale conferma che Djakova è stata occupata dagli insorti. Il mezzo battaglione ivi di guarnigione è stato disarmato e le autorità espulse.

Gli abitanti di Ipek hanno giurato di associarsi agli insorti.

Gli arnauti sono decisi ad attaccare anche Mitrovitz.

Quest'ultimo telegramma aggiunge gravità alle notizie dell'insurrezione, non per la constatazione dei fatti in esso accennati, ma per il carattere ufficiale che il *Correspondenz Bureau* gli attribuisce, conoscendosi la moderazione del Governo turco su questo argomento.

E finalmente il giornale *Ober* di Vienna pubblica le seguenti sue informazioni, che a nostro credere vanno accolte con molta riserva:

La grave situazione in Albania ha indotto le tre potenze maggiormente interessate nella contesa, vale a dire l'Austria, l'Italia e la Russia, a uno scambio di idee in previsione di una situazione che rendesse gradito alla Turchia un intervento diplomatico. Il risultato di questo scambio d'idee sarebbe questo: le tre potenze proporrebbero alla Turchia di concedere all'Albania una specie di autonomia sotto lo scettro del Sultano, la Russia chiederebbe però che i confini dell'Albania venissero ristretti e limitati a nord nell'interesse dei serbi che popolano la così detta Vecchia Serbia, ma gli sforzi delle potenze, dice il giornale, andranno a cozzare contro la ostinazione del Governo turco, il quale di una autonomia degli albanesi sotto una forma qualsiasi non vuole assolutamente sentire parlare.

Ci siamo già occupati delle trattative del Governo persiano con l'Inghilterra e la Russia per la conclusione di un prestito e delle vicende di quelle trattative interrotte dalle proposte germaniche.

Sul proposito si ha da Pietroburgo, 28:

Il corrispondente del *Retch* da Teheran telegrafa che i rappresentanti russo e inglese hanno consegnato al Governo persiano una Nota con cui si vieta alla Persia qualsiasi negoziato colle Potenze estere relativamente a prestiti o concessioni.

Questo dispaccio, la cui importanza politica a nessuno può sfuggire, se fosse esatta l'informazione, ci sembra debba intendersi nel senso che la Russia e l'Inghilterra vietano alla Persia ulteriori trattative di prestiti, fino a tanto che non sia risolto il precedente prestito da esse concesso alla Persia, e ciò a norma appunto delle stipulazioni.

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

S. M. il Re e S. A. S. il principe Alberto di Monaco visitarono ieri gli scavi di Ostia, dove si recarono in automobile.

Trovavasi a ricevere i due Augusti visitatori l'ispettore agli scavi conte A. Cozza, in assenza del professore Vaglieri.

La visita durò circa un'ora tra il più vivo interessamento.

S. M. la Regina di Svezia è partita ieri da Roma, alle 17.50, accompagnata dalla dama di Corte, contessa Wachtmeister, dal suo gentiluomo conte D'Otrante e dal dott. Munthe. Erano a salutarla alla stazione il consigliere della legazione di Svezia De Strale e l'addetto militare Erland De Kleen.

S. A. S. il principe di Monaco, iermattina, si recò alla Consulta a far visita a S. E. il ministro degli affari esteri, col quale s'intrattene circa mezz'ora.

Alle 17.40, col treno di lusso, S. A. S. partiva da Roma, accompagnata dall'aiutante Bourrée, dal capo di Gabinetto Jaloustre e dai segretari.

Alla stazione si trovavano a salutare il principe, S. E. il conte Gianotti, prefetto di palazzo, che recò a S. A. i saluti e gli auguri delle LL. MM., il prefetto senatore Annaratone, il nob. Carlo Sforza, capo di Gabinetto al Ministero degli esteri, il maggiore Camicia, aiutante di campo di S. M. il Re, il console di Monaco Rousset, il conte di Maleville, ministro di Monaco, il marchese Cappelli, presidente della Società geografica, ed il segretario generale comandante Roncagli, l'ing. Talenti, capo compartimento delle ferrovie, il prof. Vinciguerra, il comm. Philipson e molti amici ed ammiratori del principe scienziato.

Al momento della partenza la numerosa folla che erasi adunata nella stazione fece al principe un caloroso applauso.

S. A. S. poco prima di partire fece rimettere al sindaco di Roma L. 2000 per i poveri della città.

Alla Camera di commercio. — Nella seduta di ieri il presidente riferì dell'accoglienza fatta dalle LL. EE. il ministro e il sottosegretario per l'agricoltura e commercio agli omaggi loro presentati dalla presidenza a nome dell'Istituto. Comunicò poi la circolare del Ministero con cui partecipa che la legge sul riordinamento della Camera di commercio è stata sanzionata da S. M. il Re e pubblicata sulla *Gazzetta ufficiale*. Riferì inoltre sull'appoggio finanziario da darsi per la direttissima Roma-Anzio-Nettuno.

Nella stessa seduta il consigliere Corner fece la relazione della riunione del Comitato « Pro-Roma marittima », e il consigliere Ascarelli propose a questo scopo un ordine del giorno.

La Camera deliberò poi sulla revisione delle liste elettorali commerciali; ammise alla quotazione in Borsa le azioni della Società « Rendite fondiaria »; accordò un contributo speciale al Comitato « Pro-Roma marittima », ed accolse varie altre proposte presentate da alcuni Comuni della Provincia.

Prima di togliere la seduta il consigliere Voghera propose, e il Consiglio accettò, di mandare il saluto della Camera di commercio di Roma alle notabilità ottomane nel momento in cui toccano il suolo italiano.

Per la Galleria d'arte moderna. — La sezione III del Consiglio superiore di Belle arti ha presentato le proposte di acquisti per la Galleria d'arte moderna in Roma delle opere esposte nell'attuale Mostra internazionale di Venezia. Il ministro però,

prima di approvarle, ha chiesto una relazione sui motivi che hanno guidato la sezione stessa, tanto nelle scelte quanto nelle esclusioni.

R. Accademia dei Lincei. — La classe di scienze morali, storiche e filologiche terrà seduta il 15 maggio, alle ore 15.

Corso dei fiori. — Il Comitato ordinatore del grande corso di fiori, che avrà luogo giovedì prossimo a Villa Umberto, a scopo di assoluta beneficenza, è stato dall'Associazione movimento forestieri così costituito:

Presidente: Tittoni comm. Romolo.

Commissari: Cavaceppi comm. Gustavo — Casciani cav. Augusto — Colangeli cav. Luigi — Cremonesi cav. Filippo — Delvitto cav. Ernesto — Dreyfus cav. Arthur — Pinchetti cav. Tito — Marini Eugenio — Panizza Felice — Parisi cav. Giuseppe — Roesler-Franz Arturo — Rina Di Paolo — Santamaria Pietro — Simonetti comm. Attilio — Tesoro cav. Alessandro — Vesci cav. Filiberto.

Segretario: Picarelli cav. Luigi.

Il Comitato ha preso tutte le disposizioni perchè anche in questo anno il corso dei fiori riesca veramente grandioso ed ordinato, ed ha stabilito i seguenti prezzi:

Box (palchi con 8 ingressi) lire 50, tribune (a lato del palco Reale) lire 5, tribune sul prato lire 4, vetture a due cavalli e automobili lire 10, vetture ad un cavallo lire 5 (tutto compreso l'ingresso).

L'ingresso per pedoni è stabilito in una lira e dà diritto a prender posto sulle gradinate di fondo e di sinistra della piazza di Siena.

Beneficenza. — A Bologna, una buona signora, Pia Cavalieri, già tanto benemerita della pubblica carità, lasciò per disposizione testamentaria L. 6000 alla Congregazione di carità.

Movimento commerciale. — Il 27 corrente furono caricati a Genova 1194 carri, di cui 445 di carbone pel commercio e 134 per l'Amministrazione ferroviaria; a Venezia 333, di cui 69 di carbone pel commercio e 43 per l'Amministrazione ferroviaria; a Savona 349, di cui 228 di carbone pel commercio e 12 per l'Amministrazione ferroviaria; a Livorno 224, di cui 65 di carbone pel commercio e 74 per l'Amministrazione ferroviaria; e a Spezia 22, di cui 10 di carbone pel commercio.

Marina militare. — Ieri l'altro le RR. navi *Regina Elena*, *Vittorio Emanuele* e *Coatit* giunsero a Volo; la R. nave *Roma* giunse a Milo; la R. nave *Miseno* partì da Barcellona per Philippeville.

Marina mercantile. — Il postale *Bologna*, della Società Italia, è partito da Rio Janeiro per Teneriffa e Genova. Il *Taormina*, della stessa Società, è giunto a New York il 23 corrente. È partito da New York per Napoli e Genova l'*Europa*, della Veloce. Il postale *Principe di Udine*, del Lloyd Sabauda, partì il 21 da Santos per Barcellona, ed il *Brasile*, della Veloce, partì da Buenos Aires per il Brasile.

ESTERO.

Le prospettive pel raccolto del cotone. — Secondo una recente inchiesta nell'Alto Egitto, si aumenterà quest'anno l'acreaggio del 10 per cento, per modo che risulterà di 300,000 feddans contro 270,000 l'anno scorso.

Nel Delta le semine non sono ancora abbastanza avanzate per arrivare ad una conclusione; ma si dice che i piantatori abbiano intenzione di seminare almeno 1,300,000 feddans contro 1,200,000 l'anno scorso.

Causa le condizioni climateriche di questa primavera, le risemine furono necessarie in gran parte del Delta.

Per quanto riguarda i semi, le belle qualità sono rarissime e sarà molto difficile avere un buon rendimento in tali condizioni.

I prezzi pagati attualmente nell'interno per i semi di cotone hanno già raggiunto delle cifre *récord*, poichè esse eccedono da 50 a 75 per cento il premio che si pagava l'anno scorso a pari epoca: i piantatori sperano così di fissare i loro prezzi sulla base di 30 talieri pel novembre prossimo.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

PARIGI, 28. — Roosevelt con la famiglia è partito alle 8.15 per Bruxelles. Si trovavano alla stazione a salutarlo il ministro degli esteri, Pichon, i rappresentanti del presidente della Repubblica e del presidente del Consiglio e altre autorità.

Roosevelt ha ringraziato calorosamente della accoglienza ricevuta a Parigi. I numerosi presenti lo hanno salutato rispettosamente.

PIETROBURGO, 28. — Le cifre rettifiche del bilancio per il 1910 si pareggiano in 2,591,687,880 rubli. L'avanzo previsto in 4,723,692 viene aggiunto alle spese straordinarie per l'ammortamento del debito pubblico.

Pertanto le entrate e le uscite si pareggiano.

PARIGI, 28. — Nel Consiglio dei ministri il ministro degli esteri, Pichon, ha esposto le questioni di politica estera, specialmente circa Creta ed ha detto che le quattro potenze protettrici sono d'accordo sulle misure da prendersi.

Il ministro della marina ha annunciato che la costruzione delle due corazzate recentemente stabilita sarà cominciata immediatamente.

BRUXELLES, 28. — Oggi, alle ore 12.15, è giunto Teodoro Roosevelt.

WASHINGTON, 28. — I due rami del Congresso hanno definitivamente votato la partecipazione degli Stati Uniti alle Esposizioni di Roma e di Torino nel 1911.

LIMA, 28. — È stato deciso di sottoporre alla Corte arbitrale dell'Aja la vertenza Canevaro, oggetto di lunghi negoziati fra il Governo italiano e il peruviano.

LONDRA, 28. — Il *Daily Mail* contiene il racconto del viaggio di Paulhan fino a Lichtfield:

Dopo essermi congedato da mia moglie - dice l'aviatore - lasciai Hendon alle 15.21 precise. La macchina funzionava mirabilmente. Mi elevai con rapidità al disopra del cimitero di Hampstead, salii a 90 metri; vidi in basso il movimento della bandiera di partenza; giunsi al disopra della strada ferrata ed allora, tenendomi ad un'altezza di 120 metri mi servii della linea ferroviaria come di una guida. Distinguevo il fumo delle macchine. Potei così mantenermi facilmente sull'asse della ferrovia.

Faceva terribilmente freddo; un vento gelato mi sferzava il viso, per farmi coraggio mi misi a fischiare e a cantare. Dopo un'ora di percorso cominciai a piovere: l'acqua che di momento in momento si faceva sempre più forte mi rese impossibile di scorgere qualunque cosa. Ero divenuto come cieco. Dovevo discendere? Neppur per sogno! Ben presto la pioggia cessò ed io vidi in lontananza una città assai grande; dalla carta che avevo mi parve dovesse essere Rugby. Udi il fischio di un treno sotto di me. Era il treno speciale dal quale mia moglie agitava il fazzoletto. Feci altrettanto e gridai i miei saluti; ma la mia voce era dispersa dal vento.

Al di là di Rugby non potei più vedere il mio treno, ma vidi della gente che stava ad attendere il mio passaggio. Il mio cuore era gonfio di gioia alla vista dei saluti che la folla mi inviava colla mano; ma siccome l'oscurità aumentava e siccome una grande città si scorgeva nelle vicinanze, decisi di prendere terra. Siccome non vi erano alberi da temere, discesi in un campo presso la ferrovia e presi terra. Il freddo era così vivo che mi sentivo intirizzito. Si dovette farmi delle frizioni su tutto il corpo. Avevo più benzina di quello che mi bisognasse per continuare il viaggio.

Il punto massimo al quale mi sono elevato è stato forse di 300 metri, ma il viaggio è stato effettuato ad una altezza media di 240.

L'aviatore ha poi soggiunto di essere stato soddisfattissimo del funzionamento del suo apparecchio.

LONDRA, 28. — Il *Daily Mail* pubblica un dispaccio da Polesworth il quale annuncia che Graham White non può continuare il suo viaggio verso Manchester a causa di una panna al motore del suo aeroplano.

LONDRA, 28. — Il *Daily Mail* ha da Manchester: Paulhan è stato scorto poco prima delle 5.30 a un miglio da Manchester mentre volava superbamente a grande altezza sopra la ferrovia.

L'aviatore andando direttamente alla mèta virò contro vento e discese in mezzo al campo, lieve come un uccello. La folla lo circondò subito acclamando ed agitando i fazzoletti, i berretti e i bastoni.

L'aviatore attorniato da migliaia di persone che volevano felicitarlo e stringergli la mano, restava calmo e sembrava non comprendesse come se fosse stordito.

Un distaccamento di *policemen* lo condusse sul treno speciale, nel quale egli salì recandosi alla stazione centrale di Manchester.

Paulhan ha coperto le 135 miglia del percorso totale in 3 ore e 56 minuti.

BRUXELLES, 28. — Il Re ha offerto questa sera un pranzo in onore di Roosevelt. Fra i invitati si trovavano, oltre Teodoro Roosevelt, la sua signora, suo figlio e sua figlia, il ministro degli Stati Uniti, i ministri degli esteri, delle Colonie e dell'interno. Non è stato pronunciato alcun brindisi.

BRUXELLES, 28. — Il dirigibile *Belgique*, partito alle ore 5 dal suo hangar, ha fatto per 2 ore evoluzioni al disopra della città.

Alle 7, al momento di rientrare nel suo hangar, a causa di una falsa manovra di atterramento, gli uomini, incaricati di trattenere le funi, le hanno lasciate sfuggire, ed il *Belgique* è ripartito coi quattro uomini che lo montavano.

Dopo mezz'ora si è appreso che il dirigibile aveva felicemente preso terra nel parco del signor De Burubure de Wesenbeek, a Wesenbeek.

Non si è avuto a deplorare alcun incidente.

Il pallone sarà domani ricondotto nel suo hangar.

BRUXELLES, 28. — Un brillante ricevimento ha avuto luogo stasera nel palazzo del municipio in onore di Teodoro Roosevelt.

LONDRA, 28. — *Camera dei lordi*. — La discussione della legge di finanza suscita poco interesse in confronto della discussione dello scorso anno. Pochi lordi assistono alla seduta che si svolge senza incidenti.

Durante la discussione lord Crewe ricorda che il bilancio ha ricevuto ancora una volta l'approvazione della Camera dei comuni e nega categoricamente che il Governo l'abbia ottenuta in seguito ad un compromesso coi nazionalisti.

Lord Lansdowne dice che se non vi è un compromesso vi è una capitolazione. Ammette tuttavia che essendosi gli elettori per mezzo dei loro rappresentanti espressi in favore del bilancio, i lordi debbano acconsentire alla approvazione della legge.

Dopo breve discussione la legge di finanza è approvata all'unanimità.

LONDRA, 28. — *Camera dei comuni*. — La Camera si è aggiornata al 26 maggio.

Durante la discussione generale precedente l'aggiornamento è stata nuovamente sollevata la questione del Somaliland. Seely, sottosegretario parlamentare per le colonie, ha difeso la politica del Governo che renderà più sicuri il prestigio e l'onore dell'Impero nella regione.

LONDRA, 28. — L'aviatore inglese Graham White ha ripreso il suo volo verso Manchester. È partito da Grendon alle 5.2. È passato a Tamworth alle 5.15 ed è ridisceso ad Havemore alle 5.20 per la tempesta che aveva strappato le tele del suo apparecchio. Graham White è incolume.

PARIGI, 28. — L'ambasciatore d'Italia, on. Tittoni, ha fatto visita nel pomeriggio al presidente del Consiglio, Briard.

PARIGI, 28. — L'*Echo de Paris* riferisce che Roosevelt, il quale assistè ieri alle manovre a Vincennes, nel felicitare il generale Dalstein sulla tenuta delle truppe francesi ha parlato dell'esercito italiano facendone l'elogio e dicendo che esso deve molto al Re Vittorio Emanuele, pel quale egli professa grande stima.

BERLINO, 28. — *Camera dei signori prussiana*. — Si discute in

seconda lettura il progetto di legge relativo alla riforma elettorale italiana.

Il presidente del Consiglio Bethmann Hollweg dimostra che il voto segreto indiretto costituisce una condizione, senza la quale non si può giungere ad alcun risultato positivo.

Aggiunge che il Governo considererebbe un risultato negativo come un grave danno per gli interessi del paese. (Vivi applausi).

Dopo una lunga discussione viene respinta una mozione chiedente il voto diretto e segreto. È pure respinta una mozione che domanda il ristabilimento del voto pubblico.

Si approva il voto indiretto, mediante delegati elettorali, che saranno eletti con voto segreto.

VIENNA, 28. — La Commissione del bilancio della Camera dei deputati, continuando la discussione degli articoli del bilancio, ha approvato il capitolo relativo al Consiglio dei ministri. I fondi segreti sono stati approvati con 27 voti contro 19.

LONDRA, 28. — L'aviatore White ha ripreso il volo ed è arrivato a Lichfield, ha fatto il giro della città ed è disceso alla stazione.

Paulhan è arrivato a Londra stasera alle 8. Una folla considerevole lo attendeva, ma sul *quai* della stazione si trovavano soltanto gli amici insieme ai quali Paulhan uscì da una porta di servizio.

LONDRA, 29. — Commentando la vittoria di Paulhan i giornali rilevano l'avvedutezza, l'energia e l'abilità degli aviatori e dicono che Paulhan è l'eroe del giorno.

I giornali hanno aperto una sottoscrizione per compensare il valore di Graham White, lo sfortunato competitore di Paulhan.

PARIGI, 29. — I giornali esprimono la loro soddisfazione per il trionfo di Paulhan ed associano il suo nome a quello di Graham White, il cui tentativo determinò Paulhan a cimentarsi alla prova.

I giornali prevedono che si tenterà prossimamente un volo fra Parigi e Londra.

LONDRA, 29. — Malgrado gli sforzi della polizia e del personale di servizio, la stazione di Eaton fu invasa, all'arrivo di Paulhan, da un'immensa folla acclamante.

Con grandi stenti l'aviatore riuscì a salire nell'automobile che lo doveva condurre all'albergo. Avendo alcuni entusiasti conosciuto il nome dell'albergo stesso, attesero l'aviatore e lo salutarono al suo arrivo con una ovazione trionfale.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE del R. Osservatorio del Collegio romano

28 aprile 1910.

Il barometro è ridotto allo zero	0° a mare.
L'altezza della stazione è di metri	511,61.
Barometro a mezzodì	756,61.
Umidità relativa a mezzodì	46.
Vento a mezzodì	SW.
Stato del cielo a mezzodì	poco nuvoloso.
	massimo 21,9
Termometro centigrado	minimo 10,0.
Pioggia	—

28 aprile 1910.

In Europa: pressione massima di 766 sulla Germania meridionale ed Austria, minima di 750 sulla Norvegia.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito al nord, centro, Puglie e Sardegna, fino a 6 mm. sul Veneto, poco disceso altrove; temperatura prevalentemente diminuita; venti forti del 1° quadrante in val Padana; piogge sul Veneto, Emilia, Umbria, medio e basso versante adriatico, Calabria e Sicilia; temporali nelle Marche, Umbria, Abruzzo e Puglie.

Barometro: 764 in val Padana; 761 sul Lazio, sud e Sicilia.

Probabilità: venti deboli o moderati prevalentemente settentrionali; cielo alquanto nuvoloso in Puglia, Calabria e Sicilia, vario in Piemonte e Sardegna, generalmente sereno altrove.

BOLLETTINO METEORICO

dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 28 aprile 1910.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA precedente	
			Massima nelle 24 ore	Minima
Porto Maurizio	—	—	—	—
Genova	sereno	legg. mosso	17 2	12 3
Spezia	sereno	legg. mosso	21 1	10 8
Cuneo	piovoso	—	19 3	8 3
Torino	coperto	—	18 5	9 2
Alessandria	coperto	—	21 0	8 9
Novara	coperto	—	21 4	9 8
Domodossola	piovoso	—	21 8	7 4
Pavia	coperto	—	23 0	9 2
Milano	coperto	—	23 5	9 2
Como	coperto	—	19 5	8 9
Sondrio	sereno	—	17 2	6 4
Bergamo	3/4 coperto	—	17 8	9 3
Brescia	3/4 coperto	—	20 7	12 4
Cremona	coperto	—	21 2	10 0
Mantova	sereno	—	19 6	8 2
Verona	sereno	—	19 0	10 5
Belluno	1/2 coperto	—	12 9	5 0
Udine	sereno	—	12 1	5 3
Treviso	1/4 coperto	—	15 9	7 1
Venezia	1/2 coperto	legg. mosso	14 7	8 0
Padova	coperto	—	16 0	7 5
Rovigo	1/2 coperto	—	23 5	11 5
Piacenza	coperto	—	20 0	9 3
Parma	coperto	—	20 9	9 8
Reggio Emilia	1/4 coperto	—	23 1	9 7
Modena	3/4 coperto	—	20 1	8 9
Ferrara	3/4 coperto	—	18 8	7 9
Bologna	1/2 coperto	—	18 6	10 6
Ravenna	1/2 coperto	—	18 5	9 2
Forlì	sereno	—	19 0	12 2
Pesaro	1/4 coperto	calmo	18 2	12 0
Ancona	1/4 coperto	mosso	21 0	11 2
Urbino	1/2 coperto	—	12 2	8 4
Macerata	3/4 coperto	—	18 2	9 8
Ascoli Piceno	—	—	—	—
Perugia	1/4 coperto	—	17 5	9 4
Camerino	coperto	—	18 5	7 5
Lucca	sereno	—	19 1	7 9
Pisa	sereno	—	19 6	6 6
Livorno	sereno	mosso	18 0	9 8
Firenze	sereno	—	21 2	9 4
Arezzo	1/4 coperto	—	20 4	11 4
Siena	1/4 coperto	—	18 0	10 5
Grosseto	sereno	—	22 2	8 4
Roma	sereno	—	22 1	10 0
Teramo	coperto	—	15 8	10 0
Chieti	coperto	—	18 0	11 0
Aquila	coperto	—	17 7	9 1
Agnone	piovoso	—	20 1	8 1
Foggia	coperto	—	24 9	9 9
Bari	3/4 coperto	legg. mosso	20 6	13 0
Lecce	coperto	—	23 0	13 6
Caserta	—	—	—	—
Napoli	sereno	calmo	21 7	13 3
Benevento	coperto	—	23 9	11 8
Avellino	—	—	—	—
Caggiano	coperto	—	18 4	9 8
Potenza	coperto	—	20 5	8 4
Cosenza	1/2 coperto	—	24 5	13 6
Tiriolo	3/4 coperto	—	17 0	10 0
Reggio Calabria	—	—	—	—
Trapani	coperto	legg. mosso	20 5	14 8
Palermo	coperto	calmo	22 4	13 5
Porto Empedocle	sereno	calmo	18 4	15 0
Caltanissetta	piovoso	—	20 8	14 0
Messina	coperto	calmo	22 9	14 3
Catania	coperto	calmo	22 7	15 4
Siracusa	coperto	calmo	21 0	13 2
Cagliari	—	—	—	—
Sassari	1/2 coperto	—	16 6	9 7